

territoires contemporains

BULLETIN DE L'INSTITUT
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

— UMR CNRS 5605 —

N° 8 et 9 — 2001/2002

Université de Bourgogne

ISSN : 1254-1435

Directeur du bulletin : SERGE WOLIKOW

Rédaction : PHILIPPE POIRRIER

Maquette et mise en page : ROSINE FRY ET LILIAN VINCENDEAU

© : Université de Bourgogne - INSTITUT D'HISTOIRE CONTEMPORAINE
(UMR-CNRS 5605), bur. R56 — 2, bd Gabriel — 21000 Dijon

Tél. : 03 80 39 57 58, fax : 03 80 39 57 17

<http://tristan.u-bourgogne.fr>

SOMMAIRE

Avant-propos	7
--------------------	---

ACTIVITÉS

Calendrier des activités – année 2000-2001	13
--	----

Journées d'études

Journée d'étude <i>Sociétés sportives et propagande politique</i>	19
---	----

Journée d'étude <i>Mouvement ouvrier et parlementarisme</i>	23
---	----

Journée d'étude <i>Construction disciplinaire de l'objet syndical (XIX^e-XX^e siècles)</i>	27
--	----

Journées d'études pluridisciplinaires <i>Les pays : de Vidal de la Blache aux lois d'aménagement du territoire</i>	28
--	----

Journée d'étude pluridisciplinaire <i>L'identité à l'épreuve des sciences sociales</i>	32
--	----

<i>Histoire de la vigne et du vin</i>	35
---	----

Colloques

<i>Un siècle de socialisme en Saône-et-Loire</i>	38
--	----

<i>Les communismes du XX^e siècle, réflexions à l'issue d'un colloque</i> ..	40
--	----

<i>Les syndicalismes en Europe - XIX^e & XX^e siècles</i>	44
---	----

<i>Le temps des sciences humaines, Gaston Roupnel et les années trente</i>	46
--	----

Dernières parutions.....	49
--------------------------	----

EN LIAISON AVEC

DEA 2000-2002.....	57
Conférences de la Maison des Sciences de l'Homme	59
Groupe de travail <i>Histoire des politiques du patrimoine</i>	61
Travaux, participations diverses des chercheurs de l'IHC	66
Activités d'ADIAMOS	73

AVANT-PROPOS

Ouvertures, rencontres et renouvellements

Le savoir historique est périodiquement enrichi par des apports extérieurs qui l'interpellent et contribuent également à son renouvellement. Savoir de synthèse, amené à croiser les connaissances spécifiques propres à différents domaines du champ social, l'histoire contemporaine est directement concernée par l'évolution des connaissances en SHS. Dans de nombreuses universités, la question revêt une actualité concrète au moment où sont mises en place des Maisons des sciences de l'homme, à Dijon notamment.

La construction de nouveaux objets de la recherche historique doit beaucoup aux influences réciproques, il en va ainsi de ceux qui touchent à la mémoire collective, à la prosopographie, ou encore au temps présent.

Complémentairement, dans bien des domaines, les disciplines des SHS s'approprient des éléments de la démarche historique, en particulier l'analyse et le dépouillement des archives. Au contact des sciences humaines et sociales, les historiens se trouvent confrontés à l'emploi de nombreuses notions ou concepts à forte dimension théorique. Ce type de défi est loin d'être entièrement neuf comme en témoignent les propos de Lucien Febvre, soulignant, il y a plus de 50 ans, l'importance pour les historiens de renouveler leurs références notionnelles et métaphoriques. Si, fondamentalement, l'exigence n'a pas changé, les conditions concrètes du travail historique ont, ces dernières décennies, qualitativement

évolué et soulever de nouvelles questions. Les transformations les plus notables se situent au niveau du traitement de l'information et des données. La distinction d'une histoire dite quantitative ou sérielle a, pendant longtemps, caractérisé une démarche qui mettait l'accent sur les faits économiques et sociaux pour lesquels les opérations de dénombrement et de calcul apparaissaient à la fois indispensables et très lourdes. Cette approche supposait la mise en œuvre de moyens humains importants, mobilisables de manière exceptionnelle dans le cadre de rares enquêtes historiques. À défaut, l'historien qui choisissait cette voie acceptait d'allonger considérablement ses recherches et centrait son activité sur l'analyse quantitative. Cette histoire, dite quantitative, surtout centrée sur l'économie et la démographie est en renouvellement. Le développement des moyens informatiques rend possible la maîtrise de champs documentaires beaucoup plus vastes sans pour autant obérer la réflexion qualitative. Ainsi, par exemple, l'histoire politique peut étudier conjointement les élus, les élections tant locales que nationales sur plusieurs décennies. C'était impensable auparavant d'où l'habitude des monographies départementales.

Dans les domaines de l'histoire matérielle, des techniques de l'industrie, mais aussi de l'histoire sociale, les études socio-biographiques sont rendues possibles par la constitution de bases de données. L'instrumentation commence à jouer un rôle non négligeable dans l'organisation de l'activité de la recherche en histoire. Elle permet de constituer des bases de données complexes qui forment une part de la recherche historique elle-même.

À l'instar des archéologues, déjà engagés dans cette démarche, se mettent en place des outils analogues en histoire politique et sociale. La constitution de bases de données introduit une dimension nouvelle dans le travail historien : son organisation est amenée à se transformer dans la mesure où l'infrastructure technique – la saisie des données, leur structuration dans des programmes développés et adaptés à la recherche envisagée – constitue une phase incontournable. La posture de l'historien formalisant sa recherche sous la forme d'un récit est-elle désormais caduque ? Les interventions et les débats nombreux sur le terrain de l'écriture de l'histoire, la narration et l'intrigue sont-ils devenus obsolètes du fait même de la tendance à la technicité plus grande du travail historique ?

Ces évolutions en cours, les interrogations qu'elles suscitent invitent les historiens à prolonger la réflexion au lieu de s'en remettre à d'autres pour penser les problèmes nouveaux. Derrière la question de méthode gît la question de la scientificité et de ses modalités dans les sciences humaines et sociales

Identifier la construction des bases de données avec l'histoire quantitative et sérielle, soulève un problème méthodologique de fond, évoqué de longue date à propos de ces caractérisations. La relation entre le traitement technique de la documentation et le travail historien ne définit pas en soi la recherche, mais contribue évidemment à la structurer. La puissance des outils informatiques crée un nouvel environnement de travail et ouvre des possibilités jusqu'alors peu exploitées par les historiens. Ce nouveau contexte incite à la structuration de véritables équipes centrées sur des programmes de recherche pluriannuels. L'élaboration des axes de recherche ne peut résulter d'une simple juxtaposition des préoccupations de chacun : elle passe par une réflexion théorique largement ouverte et à l'écoute des recherches menées au niveau national et international. La constitution et la pérennisation d'équipes de recherche ancrées dans les universités conditionnent l'essor de la recherche en histoire contemporaine qui à notre avis doit déborder le cadre des écoles ou instituts spécialisés. Dans ce domaine, notamment, une politique scientifique implique qu'on n'ignore pas la recherche en histoire contemporaine au prétexte qu'elle tient une place importante dans l'enseignement. C'est précisément en raison de cette situation qu'il convient d'être préoccupé et attentif devant les carences comme les insuffisances en matière de postes de chercheurs en histoire contemporaine. Quoi qu'il en soit, la construction d'équipes de recherche dans ce champ historique suppose persévérance et imagination, de ce point de vue nous espérons que cette livraison de « Territoires contemporains » en témoigne à sa manière.

La diffusion de l'information scientifique ne peut rester étrangère aux nouveaux modes de production et de gestion de l'information. Il ne s'agit pas simplement de passer de la forme papier à la forme électronique, mais de combiner les deux. Avec ce numéro nous proposons au lecteur un regard et un bilan sur une activité de recherche prise dans son ensemble et sa diversité. Dès l'automne 2002 chacun aura la possibilité de prendre connaissance de l'actualité de la recherche à l'IHC en consultant le site web sur lequel nous souhaitons non seulement fournir des informations,

mais également offrir la possibilité d'échanges intellectuels entre tous ceux pour qui la recherche vivante passe par le questionnement et le débat d'idées.

Serge Wolikow
Université de Bourgogne
Directeur de l'IHC – UMR-CNRS 5605

L'actualité de l'Institut d'histoire contemporaine UMR CNRS 5605 est accessible sur le site web à l'adresse suivante ci-dessous :

<http://tristan.u-bourgogne.fr/html/indexihc.html>



- page accueil
- adresse et plan
- banque de données
- publications
- axes de recherche
- composition de l'équipe
- calendrier des activités
- espace chercheurs
- partenaires et mécènes

L'Institut d'Histoire Contemporaine (IHC), a été créé en 1991 par Serge Wolikow, à l'instar des équipes de l'Unité Mixte de Recherche.

Cet institut regroupe des historiens contemporains, des sociologues, des anthropologues pour la composition de l'équipe.

ACTUALITE DE L'IHC

Sur ce portail, vous pouvez accéder à différents axes activités à travers le portail ou les axes de recherche.

Vous pouvez également trouver des informations sur les publications (avec possibilité de télécharger une partie des documents), ainsi que les participations extérieures aux équipes IHC, notamment des relations privilégiées.

L'université de Bourgogne a créé le prix Jean-François Buisson avec la participation active de l'IHC.

L'espace d'histoire est ouvert aux membres de l'IHC (accès avec carte de membre).

Consultez aussi la présentation des textes déposés aux publications de l'IHC à www.u-bourgogne.fr.



I

H

ACTIVITÉS

C

CALENDRIER DES ACTIVITÉS – ANNÉES 2000-2002

Année 2000/2001

Journées d'études

13-14 novembre 2000 : *Identités et politisation* (Rencontres avec la nouvelle université Bulgare, Sofia)

15 novembre 2000 : *Mouvement ouvrier et parlementarisme*

13 décembre 2000 : *Construction disciplinaire de l'objet syndical (XIX^e-XX^e siècles)*

10 janvier 2001 : *Culture de guerre et cultures révolutionnaires (1917-1939)* – La brutalisation des sociétés européennes provoquée par la Première Guerre mondiale n'est pas sans conséquence sur la pensée et l'action des courants syndicaux et socialistes. Le pacifisme, le syndicalisme révolutionnaire et l'émergence des mouvements communistes après la révolution russe peuvent être lus à la lumière de l'impact de la guerre.

17-18 janvier 2001 : *Les pays : de Vidal de la Blache aux lois d'aménagement du territoire*

21 février 2001 : *Élections – villes et votes – en France et en Bourgogne*

28 mars 2001 : Travaux et débats sur la Résistance et l'occupation en France et en Bourgogne

21 juin 2001 : Journée pluridisciplinaire : *L'Identité à l'épreuve des sciences humaines*

Séminaires

Écrits de prison

14 mars 2001 : *Écrits contraints. Écrits de prison aux XIX^e et XX^e siècles* – À partir de cinq études, il a été question des réseaux de contraintes qui s'exercent sur l'écriture carcérale, et de la manière dont les scripteurs composent avec ces contraintes. Historiens de la politique, du social ou de la littérature se sont associés à cette occasion.

Histoire de la vigne et du vin

7 février 2001 : *Vigne, vin, luttes sociales et politique au XX^e siècle*

11 avril 2001 : *Le vin et son marché ; classements et représentations*

Producteurs de territoires

4 mai 2001 : *Territoires et entreprises* – Un territoire est marqué par l'activité économique dont il a été le lieu géographique d'implantation que ce soit par des vestiges encore visibles comme le sont les éléments du patrimoine industriel ou par les traces inscrites dans le paysage et consécutives à la cessation de toute activité. L'exemple des territoires miniers nous fournit des outils d'analyse et d'étude particulièrement riches.

Convaincre et former : propagande et diffusion des savoirs en milieu populaire aux XIX^e et XX^e siècles

9 mai 2001 : *Brochures et libelles comme instruments de propagande de la Révolution française aux années trente* – L'utilisation de l'écrit sous ses différentes formes est essentielle dans l'activité des mouvements républicains et ouvriers au cours du XIX^e siècle. Les brochures, mais aussi les livres ont un impact qu'il n'est pas aisé de mesurer. Ils contribuent également à la structuration des différentes organisations qui les diffusent. La séance regroupera des historiens des mouvements sociaux et des pratiques culturelles.

Colloques

28-29 septembre 2000 : *Les communismes du XX^e siècle*

18-20 décembre 2000 : *Les syndicalismes en Europe, XIX^e & XX^e siècles*

Année 2001/2002**Journées d'études**

9 janvier 2002 : *Histoire du sport à l'épreuve de l'histoire*

Autour de l'événement - avec Céline Nolin, *La conquête de l'Annapurna*, débat animé par Thomas Bouchet

La production des territoires - avec François Weckerle, *Les compagnies*

de guides et l'alpinisme, débat animé par Annie Bleton-Ruget

Les mouvements politiques et sociaux - avec Karen Bretin, *Le mouvement sportif ouvrier en Bourgogne*, débat animé par Jean Vigreux

Les politiques locales - avec Elisabeth Le-Germain, *La politique sportive de la ville de Lyon au temps d'Edouard Herriot*, débat animé par Philippe Poirrier

5 juin 2002 : G. Ubbiali, J. Vigreux : *Histoire de l'extrême gauche française : le cas du trotskisme. Une histoire impossible ?*

Historiographie et sources :

Table ronde avec Pierre Broué, Michel Dreyfus, Gilles Vergnon et Jean-Guillaume Lanuque ; modérateurs, Jean Vigreux et Serge Wolikow, *Une histoire de l'histoire*

Jean-Guillaume Lanuque, *Les trotskystes dans le corpus du Maitron*
Une histoire sociale du politique :

Georges Ubbiali, *L'UCI ou Lutte Ouvrière, une culture ouvriériste ?*

Jean Paul Salles, *Le « front interne » à la LC/LCR dans les années 1970 (ou la difficile tentative de créer une organisation de type bolchevik dans la France de l'après 68)*

Vincent Chambarlhac, *Le trotskisme au regard de l'autre*
Histoire et mémoire, la part des hommes :

Jean-Pierre Debourdeau, *Itinéraires partisans confrontés à l'histoire et à la mémoire*

Séminaires

Histoire du mouvement ouvrier : possibles et alentours

14 novembre 2001 : Vincent Chambarlhac, *Du pacifisme du mouvement ouvrier devant 14-18 : appréhensions, mémoires éclatées*

7 décembre 2001 : Armando Boito, *Nouveaux enjeux internationaux. Syndicalisme, démocratie, mondialisation en Amérique Latine*

23 janvier 2002 : Christian Beuvain, *Le dessin de presse, assise d'une identification politique*

13 mars 2002 : Thierry Desanti, *Les inconnus dans la Maison : quel(s) marxisme(s) dans le Parti communiste français (1945-1978) ?* ; Franck Dubois, *Le Parti communiste et l'environnement : un retour aux sources pour accéder au Parlement européen ?*

22 mai 2002 : Thierry Hohl, Stéphane Paquelin, *Des sources à l'écriture d'une vie*

Producteurs de territoires

1^{er} mars 2002 : *Territoires populaires*

Karen Bretin, *Les organisations sportives à la conquête des territoires populaires : analyse des concurrences et de leurs enjeux*

Nicolas Renahy, *Enquêter en territoires populaires : ethnographie et monographie localisée*

Pierre-Jacques Derainne, *Migrations ouvrières et territorialisation : les ouvriers du chantier du tunnel ferroviaire de Blaisy (Côte-d'Or), 1846-1815*

Laurent Clavier, *Territoires et relations sociales dans un faubourg populaire parisien vers 1848*

Écrits de prison

24 avril 2002 : *Écrits de Prison : 3^e journée*

Dominique Mien-Luciani, *Écrits de prison : l'arrière-plan juridique*

Emmanuel Ranc, *Écrit de prison et littérature : l'exemple du « Récit de la maison morte » (Dostoïevski)*

Gilles Malandain, *Forçats fabulateurs en 1820 : les affaires de « révélations annoncées » par des prisonniers dans l'enquête sur l'assassinat du duc de Berry*

Pierre-Jacques Derainne, *Les réflexions clandestines de Prosper Paillason, teinturier en soie gréviste, incarcéré à Lyon en 1847*

Jean-Claude Farcy, « *je désire quitté la france pour quitté les prisons* ». *Les requêtes de prisonniers pour obtenir leur exil (années 1870)*

*Convaincre et former : propagande et diffusion des savoirs
en milieu populaire aux XIX^e et XX^e siècles*

15 mai 2002 : *La manifestation comme moyen de propagande*

Vincent Robert, *Quand les libéraux cherchaient à mobiliser l'opinion : à propos des banquets de 1830*

Maurice Carrez, *Les manifestations pour le suffrage universel, un moyen de propagande au service de la social-démocratie finlandaise (1904-1907)*

Sandrine Saule, *Les manifestations en faveur de Sacco et Vanzetti en région parisienne comme moyen de propagande partisane*

Jean Vigreux, *Le cas original d'une manifestation communiste à Dijon pendant la Seconde Guerre mondiale*

Danielle Tartakowsky, *Les manifestations : état des lieux bibliographique et perspectives de recherches pour la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale*

Histoire de la vigne et du vin

28 novembre 2001 : *Renouveau viticole et patrimoine technique*

Philippe Chaudat, *Le vin, un produit construit collectivement*

Jésus Miranda, *De Tokay à Xérès : mise en terroir et construction patrimoniale*

Thibaut Pécheux, *Le vignoble tonnerrois : déclin et renouveau*

Patrice Beck, séance vidéo sur les pressoirs ducaux de Chenôve. Cette projection est suivie d'une discussion autour du patrimoine viti-vinicole

27 mars 2002 : *La représentation de l'espace viti-vinicole*

Marion Demossier, *Du terroir au territoire : la représentation de l'espace viti-vinicole en Bourgogne*

Colloques

5-6 octobre 2001 : *Socialisme et sexualité*

13-14 octobre 2001 : *Colloque ABSS Vignes et Vins*

13-14 décembre 2001 : *Le temps des sciences humaines : Gaston Roupnel et les années trente*

27-28 septembre 2002 : *Les autres lieux du politique*, Dijon, Université de Bourgogne

3-4-5 octobre 2002 : *L'acier en France, produits et marchés de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Le Creusot.

JOURNÉE D'ÉTUDE DU 10 MAI 2000

SOCIÉTÉS SPORTIVES ET PROPAGANDE POLITIQUE

Cette journée d'études s'est inscrite dans le cadre du séminaire *Convaincre et former : formation et propagande au sein des milieux populaires en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*. Elle avait pour but d'analyser la manière dont les sports ont été utilisés depuis le XIX^e siècle à des fins idéologiques et politiques par des organisations de tous horizons. L'accent fut mis d'emblée sur les techniques de propagande, afin de vérifier si elles étaient restées particulières à chaque mouvement ou, au contraire, avaient présenté entre elles des filiations et des analogies. L'approche devait prendre en compte différentes échelles : régionales, nationales et internationales.

Après les remerciements d'usage au nom de la direction du séminaire, Maurice Carrez essaya de mettre en perspective la journée en la rattachant aux réflexions d'Arndt Krüger sur les liens évidents entre sport et politique. Il rappela également les progrès qu'avait réalisés l'histoire du sport au cours des vingt dernières années dans toute l'Europe, en particulier en Allemagne et en Scandinavie.

Benoît Caritey, dans son introduction générale, souligna toutefois que les études réalisées sur le thème du jour restaient de qualité très inégale. Beaucoup d'auteurs, selon lui, se contentent encore de dénoncer des « relations contre nature » entre sport et politique, en reproduisant des analyses classiques sur l'utilisation du sport par les régimes totalitaires ou dictatoriaux. Pendant trop longtemps, à l'exemple de Richard Holt, on a nié toute efficacité aux tentatives de propagande par le sport en distinguant les buts affichés par les dirigeants et l'état d'esprit réel des pratiquants de base. L'exemple des sociétés de gymnastique républicaines en France, des *Turnverbände* en Allemagne ou des *Sokols* en Tchécoslovaquie montrent en tout cas que la question reste complexe, même si de nombreux éléments laissent entrevoir une relative efficacité des manifestations sportives dans la formation d'une conscience nationale et civique.

Jean-Philippe Saint-Martin ouvrit la série d'exposés en étudiant la façon dont les *Sokols* avaient contribué à forger une identité slave durant l'entre-deux-guerres. Par le biais de slogans soigneusement ciblés (« Ni gloire, ni profit », « Santé, force, beauté », « Défendre et édifier »...), de

chants patriotiques, de symboles tournant autour des thèmes de liberté et de solidarité, mais aussi d'événements spectaculaires tels que les *slets*, ils participèrent à la mise en place de l'État tchèque et à la diffusion d'une idéologie nationaliste certes, mais aussi pacifiste et anti-fasciste. En pleine crise des Sudètes, ils affirmèrent en Europe centrale la persistance d'une slavité que cherchaient à nier le III^e Reich et ses alliés. Les *Sokols* obtinrent de la sorte la sympathie de nombreux démocrates européens.

Serge Wolikow présenta pour sa part une réflexion sur l'attitude du mouvement sportif communiste au moment de la constitution du Front populaire entre 1934 et 1936. Dans l'ensemble, les documents de l'Internationale Rouge des Sports montrent que ce dernier était peu disposé au compromis, sauf en région parisienne où sa force devait lui permettre éventuellement de profiter d'une fusion avec les clubs socialistes au sein de la FSGT. La dynamique unitaire ne prit vraiment corps que dans la période 1936-1937. Ces décalages chronologiques avec ce qui se passait au niveau strictement politique prouvent que le monde sportif, en l'occurrence ici la FST, gardait des logiques qui lui étaient propres. Il est à noter également que l'Internationale Rouge des Sports n'avait pas toujours l'autorité et le prestige nécessaires pour imposer ses vues.

La contribution d'André Gounot avait pour thème les Spartakiades de l'IRS en tant qu'expression festive de l'idéologie communiste. En comparant les trois rencontres internationales de 1928, 1931 et 1934, il mit en évidence la façon dont l'IC et la direction soviétique avaient cherché à les instrumentaliser en fonction de la ligne politique du moment. Toutefois, des tensions entre l'IRS et les responsables soviétiques furent sensibles à certains moments, comme en 1931 à Berlin. Par ailleurs, en dépit du caractère militant de ces manifestations internationales, il existait des filiations avec le sport dit bourgeois ainsi qu'avec le sport ouvrier d'avant 1914. La principale originalité tenait à une sorte de culte de l'URSS comme « Patrie des travailleurs ».

Nicolas Kssis parla ensuite du football travailliste en région parisienne entre 1908 et 1940. Cette alliance entre culture populaire et propagande politique n'allait pas de soi, puisque le football symbolisait au début du siècle la dérive vers le sport-spectacle. Pourtant, sous la pression des réalités, la pratique du football devint très vite essentielle au sein de la FST. Bien que regardée, avec une légère condescendance, comme d'abord récréative, elle permettait de toucher les « masses », selon le discours de l'époque, et de satisfaire les goûts des jeunes ouvriers, surtout dans les

municipalités dirigées par le PC. Les clubs remplissaient ainsi leur devoir politique de rassemblement de la classe ouvrière autour de l'avant-garde communiste. En outre, certaines rencontres servaient de véritables tribunes militantes, avec au premier rang des orateurs connus ou des élus. L'invitation de clubs étrangers ou les déplacements à l'extérieur des frontières permettaient également de développer concrètement, « physiquement », l'internationalisme prolétarien, essentiellement en direction de l'URSS, « patrie du socialisme », et de manifester « ludiquement » la solidarité politique du peuple de banlieue, en faveur par exemple des républicains espagnols au moment du Front populaire.

Fabien Groeninger évoqua ensuite la manière dont la Fédération sportive catholique française, la FGSPF, aborda la question du prosélytisme au cours de l'entre-deux-guerres. Une commission de propagande, créée en 1925, fut chargée d'augmenter le rayonnement du journal de la fédération et de lui donner un contenu plus offensif. Alors que les attaques contre la franc-maçonnerie ou les autres confessions religieuses se faisaient beaucoup plus discrètes qu'avant-guerre, de nombreux articles anticommunistes et anti-cégétistes mirent en garde contre l'action dissolvante des sans-Dieu. Des convergences avec la droite dure existaient, mais après 1935 la dénonciation du nazisme devint récurrente. Les manifestations sportives et les défilés dominicaux, objets d'une préparation minutieuse et supports d'une symbolique précise, laissaient entrevoir une liaison étroite entre la foi, le patriotisme et le goût de l'ordre.

Benoît Caritey présenta pour finir les convergences entre catholicisme, sport et patriotisme en Alsace entre 1898 et 1939. Il souligna d'abord combien le choix des sports pratiqués au sein des patronages obéissait généralement au principe de séparation du profane et du sacré, avec des activités décrites comme trop païennes ou ludiques (rugby, marche d'agrément) et d'autres considérées comme davantage compatibles avec l'éthique religieuse (basket). Très attachés au modèle cantonal suisse, les sportifs catholiques alsaciens avaient leur propre conception de l'engagement patriotique ; ils s'impliquaient fortement dans la préparation militaire, multipliaient les défilés avec cliques et drapeaux, mais insistaient sur leur particularisme linguistique et culturel. Ils redoutaient par ailleurs l'État centralisé et laïc tout en entretenant des rapports complexes avec la fédération catholique française.

Chaque exposé fit l'objet d'un débat d'environ un quart d'heure. De nombreuses questions complémentaires furent ainsi abordées.

Il faut ajouter que Seppo Hentilä, historien finlandais connu pour ses nombreux travaux sur les rapports entre sport, politique et mouvement ouvrier, et qui n'avait pu être présent physiquement le 10 mai 2000, s'est engagé à écrire un article sur l'utilisation du sport par les nationalistes finlandais dans la première moitié du XX^e siècle. Il pourrait compléter une éventuelle publication qui comprendrait de surcroît une bibliographie spécialisée.

Maurice Carrez
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

JOURNÉE D'ÉTUDE DU 15 NOVEMBRE 2000

MOUVEMENT OUVRIER ET PARLEMENTARISME

L'idée de cette journée est née du désintéret des historiens pour l'étude des groupes parlementaires. Les spécificités de l'approche historique peuvent pourtant s'avérer stimulantes dans ce champ traditionnellement réservé aux juristes notamment dans le cas des groupes revendiquant la représentation du mouvement ouvrier. Les relations entre ces derniers et les grands organes de l'État furent longtemps marquées du sceau de l'ambiguïté : comment à la fois s'inscrire dans une société fortement marquée par l'emprise de l'État et dépasser celle-ci ? Ce dilemme, souvent étudié à la seule lumière des textes théoriques, mérite d'être éclairé par une analyse des groupes parlementaires. Cette journée a permis de lancer différentes pistes de recherche. Dans quelle mesure le groupe parlementaire, mais aussi les attitudes face aux élections législatives, peuvent être le négatif des rapports qu'entretient un parti politique avec l'État, avec l'institution parlementaire ? De même le groupe est-il une matrice pertinente pour appréhender, affiner la connaissance d'un parti politique ?

Voilà quelques-unes des questions qui ont guidé les intervenants de cette journée qui ont présenté des études sur : « Le groupe parlementaire sous la législature du Front Populaire » (Romain Henry), « Les députés de la gauche socialiste à la Chambre des députés au début du Cartel des gauches » (Thierry Hohl), « Le PCF et les élections de 1928 : mode de scrutin et stratégie *classe contre classe* en Saône-et-Loire » (Jean-François Poujeade), « Le PCF et le Parlement de 1958 à 1981 » (Benoît Quenedey) et « Le PCF et le Parlement des origines à la fin de la IV^e République » (Emmanuel Ranc) ¹.

La majeure partie des interventions s'est attachée à étudier les rapports entre le Parti Communiste Français et le Parlement des origines à 1981. Ceci conduit à se pencher sur un point de rencontre, qui est aussi un point de tensions, entre le système interne du PCF et celui de la sphère institutionnelle. À la suite des analyses de Marx, l'IC précise les rapports que doivent entretenir les partis communistes avec l'institution parlementaire.

¹ Dans le souci d'alléger ce compte rendu, nous renvoyons, pour connaître les interventions intégrales et les références bibliographiques utilisées, au site internet de l'IHC : <http://tristan.u-bourgogne.fr>

Si le Parlement ne saurait être un levier pour arracher des réformes favorables au prolétariat, son enceinte peut servir de tribune de propagande et de moyen de vérifier la solidité idéologique des élus communistes. À ce propos, Serge Wolikow fit remarquer que, entre les héritages de Marx et les réflexions théoriques de l'IC et de Lénine, s'intercale le débat entre Guesde et Jaurès ainsi que les critiques antiparlementaires des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires. Durant l'entre-deux-guerres, selon la conjoncture, le PCF a aussi puisé dans cet héritage.

Cette approche est celle qui prévaut jusqu'en 1932. La « bolchevisation » puis la stratégie « classe contre classe » tendant à accentuer ces thèses. L'intervention de Jean-François Poujeade donne un exemple local de l'application de la tactique « classe contre classe » aux élections de 1928 en Saône-et-Loire. Il montre que cette tactique, imposée par l'appareil, n'est pas suivie par l'électorat du département attaché à une représentation bipolaire gauche/droite de la vie politique et que cette orientation traduit une modification des rapports du PCF à l'État. Désormais il convient de déplacer les luttes sociales de la Chambre des députés vers les entreprises.

À partir de 1934, les objectifs fixés par l'IC changent. Le PCF ne doit plus dénoncer l'État bourgeois et ses organes, mais œuvrer à la défense des libertés démocratiques face à la montée du fascisme. Cette période est aussi celle où l'image et le rôle du groupe parlementaire au sein de l'appareil varient. L'intervention de Romain Henry met l'accent sur ces nouveautés. Le groupe parlementaire, issu d'une campagne électorale inédite au cours de laquelle le PCF cherche à accroître ses gains électoraux et à faire élire ses dirigeants, devient un élément du dispositif de Front Populaire. L'appareil communiste utilise le groupe pour faire aboutir les revendications sociales, mais aussi pour soutenir l'activité du gouvernement et maintenir l'unité du Front Populaire. Avec le problème espagnol, le groupe va se trouver dans une situation de plus en plus inconfortable. Le PCF décide en effet de mener une activité militante intensive et parfois très critique à l'égard du gouvernement, tout en confiant à sa représentation parlementaire le soin de maintenir le consensus à la Chambre. Ainsi, cette période marque une évolution de la conception du député au sein du PCF : l'activité militante n'est plus seulement violente, mais peut aussi passer par la participation aux affaires de l'État. De plus le PCF, en montrant ses capacités de gestionnaire, a fait un pas décisif dans

son intégration dans le jeu républicain et parlementaire français qui se concrétise à la Libération.

Jusqu'en 1947, le PCF, avec un groupe important, des ministres, s'insère dans le jeu politique français qu'il contribue à rénover. La guerre froide, à l'exception de 1956 et 1958, relègue de nouveau le groupe à la fonction d'organe de propagande.

Les rapports entre le PCF et le Parlement entre 1958 et 1981 ont été analysés par Benoît Quennedey. Ces rapports évoluent en trois temps. Les lendemains de 1958 sont analysés dans la tradition communiste antérieure : héraut de la défense de la démocratie parlementaire, le PCF appelle à voter non au référendum sur la Constitution et n'a de cesse ensuite de demander son abrogation. À partir de 1962, la stratégie d'Union de la Gauche amène ce dernier à modifier ses rapports au Parlement qui est conçu comme un lieu de lutte contre les monopoles et comme un moyen de parvenir au pouvoir. La dernière phase de l'évolution est initiée dans les années 1970 à la faveur du débat autour du programme commun et de son actualisation. Les enjeux sont désormais le développement de la démocratie et la préparation de l'avènement du socialisme en France. Désormais, la démocratisation de l'institution parlementaire se doit de passer par la révision constitutionnelle, et non plus par le changement de régime.

L'intervention de Thierry Hohl permet de se pencher sur le groupe SFIO en 1924. À cette date se joue pour la SFIO le sens que doit prendre la reconstruction amorcée en 1921. Au travers de ce prisme, le fonctionnement du groupe socialiste et son action à la Chambre permettent de définir des divergences entre une droite, en position de force au secrétariat administratif du groupe, qui développe un projet d'intégration au système républicain et une gauche, majoritaire dans la délégation chargée des relations entre la CAP et le groupe, qui entend surveiller le groupe et le subordonner aux décisions des délégués du parti. Ces divisions apparaissent aussi au sein du groupe où se manifeste une rupture entre les défenseurs de l'autonomie face au Gouvernement et les partisans du maintien du Cartel des gauches. Pour Thierry Hohl, le groupe parlementaire apparaît donc comme un lieu où se traduisent les rapports entre les ailes gauche et droite de la SFIO.

Cette journée a permis de défricher des pistes intéressantes. Montrant que les rapports entre mouvement ouvrier et parlementarisme fluctuaient selon les époques et plongeaient leurs racines dans des héritages divers et

variés, elle a aussi démontré que l'analyse des groupes parlementaires ne saurait se limiter aux seules sciences juridiques et politiques. Étude des rapports à l'État, approfondissement des connaissances sur ces partis politiques sont quelques éléments qui militent en faveur de la légitimité de l'étude des groupes parlementaires.

Reste que cette journée, riche en interventions sur le PCF, aurait sans doute mérité d'être plus pourvue en analyses sur le socialisme et le Parlement. Gageons que l'avenir nous permettra de remédier à cette lacune.

Emmanuel Ranc
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

JOURNÉE D'ÉTUDE DU 13 DÉCEMBRE 2000**CONSTRUCTION DISCIPLINAIRE DE L'OBJET SYNDICAL
(XIX^e-XX^e SIÈCLES)**

L'objectif de cette journée d'études était de permettre le croisement des points de vue disciplinaires sur l'objet syndicalisme. Le mouvement syndical constitue un sujet de recherche qui est commun à plusieurs approches. Comment ces disciplines construisent-elles leurs démarches afin d'analyser cette réalité ? Si certaines approches se confrontent régulièrement dans les études, d'autres au contraire semblent avoir plus de mal à se conjuguer. Pourquoi cette situation ? Quels dispositifs peut-on alors imaginer pour travailler de manière transversale sur ce sujet de recherches ?

**JOURNÉES D'ÉTUDES PLURIDISCIPLINAIRES
17-18 JANVIER 2001**

**LES PAYS : DE VIDAL DE LA BLACHE
AUX LOIS D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Les lois d'aménagement et de développement du territoire de 1995 et de 1999 ouvrent aujourd'hui l'opportunité de travailler sur un niveau de territorialité, les pays, qu'elles promeuvent et légitiment. Le « retour » des pays est d'abord celui d'un terme qui ne présente pas les signes de la nouveauté, et dont la richesse de sens est certaine, qu'il ait été appliqué à l'espace national tout entier ou à certaines de ses parties. Si l'on écarte les références historiques les plus anciennes, force est de constater une certaine cohérence d'usage du terme qui associe son emploi à des préoccupations d'aménagement du territoire, de réflexion sur les niveaux spatiaux, et d'interrogations touchant à l'aménagement rural et à la fonction des espaces ruraux. Les géographes ont inauguré cet usage, au tournant du siècle, lorsque les changements économiques invitaient à penser de nouveaux découpages territoriaux, associés des fonctionnalités propres. Les années soixante-dix, le mouvement de relocalisation des sociétés et le néo-ruralisme, ont vu revenir le pays, dans un slogan, « vivre au pays », qui identifiait davantage un mode d'ordre politique qu'un niveau de reconnaissance spatiale. Sur le terrain, le mouvement des pays, porte-parole de projets ascendants de développement local a rencontré, de manière plus ou moins consensuelle, la politique des pays inaugurée par la DATAR et certaines régions, comme la Bretagne ou la Vendée, ont fait figure de lieux privilégiés d'expérimentation.

La nouveauté des lois d'aménagement du territoire de 1995, puis de 1999, tient au retour de l'État et à l'officialisation de ces nouveaux territoires. Le choix par le législateur du « pays » plutôt que du « bassin de vie » pour construire de nouveaux territoires ruraux, la définition qu'en donne la loi, les procédures administratives à mettre en œuvre pour en définir les limites font aujourd'hui surgir des modalités spécifiques d'organisation et de représentation de ces territoires ruraux. Cet investissement officiel active les interrogations sur les modalités de leur organisation administrative. Il fait aussi resurgir une idéologie du territoire national dans laquelle la diversité des pays est, à nouveau, pensée comme le gage d'une unité

nationale à reconquérir. À l'inverse, il suscite des réactions de méfiance de la part de certains élus attachés aux cadres traditionnels (cantons, départements, voire arrondissements) et des critiques de ceux qui craignent que l'on ajoute un étage au « mille-feuilles » que constitue, selon eux, l'organisation administrative française.

Les critères de leur découpage sollicitent des modèles savants de lecture de l'espace rural : faut-il retrouver le pays « traditionnel » à fonction naturaliste, ou le pays « historique » inscrit dans l'éternité ? En réactualisant les interrogations sur les espaces ruraux, mais aussi sur la mémoire mythique qu'ils peuvent porter, les préoccupations contemporaines invitent les spécialistes des sciences sociales, historiens, géographes, économistes, sociologues, juristes, politologues à s'y pencher à nouveau.

Dans cette perspective, l'objectif de ces journées d'étude a été de contribuer à une compréhension plus approfondie des processus de construction des pays, tels qu'ils ont pu être mis œuvre à différentes époques : pays vidalien du début du siècle, pays des contrats de pays des années soixante-dix, pays d'expérimentation de la loi d'aménagement du territoire.

L'analyse a croisé l'étude des procédures administratives auxquelles ils ont donné lieu, le démontage des formes de mobilisations locales qui les ont portés et la prise en compte des représentations qui les ont modelés au cours du siècle.

Mercredi 17 janvier, matin

Jean-Pierre Sylvestre (université de Bourgogne) – *Pays et État-nation*.

Annie Bleton-Ruget (université de Bourgogne) – *Le pays-arrondissement et son histoire – (à partir de l'exemple de la Bresse loughannaise)*.

Pierre Bodineau (université de Bourgogne) – *La permanence des pays : pays et développement local*.

Jean-Philippe Caumont (région Bourgogne) – *La région et la politique des pays*.

Mercredi 17 janvier, après-midi

Jean-Jacques Bavoux (université de Bourgogne) – *Polysémie géographique du territoire*.

Philippe Perrier-Cornet, François Aubert, Denis Lépicier (INRA-ENESAD-Dijon) – *La notion de pays et le développement économique*.

Yannick Sancébé (INRA-ENESAD-Dijon) – *Des bons usages de*

l'enclavement : – une analyse sociologique du « pays » diois.

Jeudi 18 janvier, matin

Robert Chapuis, Sophie Passégué (université de Bourgogne) – *Les « pays » de Bourgogne vus par les élus et les habitants.*

Florence Vaivre (université de Besançon) – *La construction des pays : une mise en réseau complexe – entre acteurs politiques et sociaux (à travers un exemple franc-comtois).*

Marc Guérin, Patrick Moquay (CEMAGREF, ENGREF-Clermont-Ferrand) – *Les pays dans la dynamique intercommunale : une vision prospective.*

Emmanuelle Renaud (université de Bourgogne) – *Intercommunalité et pays à l'épreuve de la périurbanisation – (exemple en Poitou-Charente).*

Compte rendu des journées pluridisciplinaires

Ces journées d'étude se sont tenues de manière contemporaine de la réunion de la Commission régionale d'aménagement du territoire, ce qui montrait l'actualité de la recherche scientifique sur cette question. Elles ont rassemblé, au cours de chacune des trois demi-journées, une trentaine de participants : chercheurs et responsables des services déconcentrés de l'État. Le projet de réunir, autour d'un tel objet d'étude, différentes sciences sociales, de favoriser leur rencontre ainsi que la confrontation de leurs méthodes a été mené à son terme. Au-delà de cet objectif, cette rencontre a aussi permis de rapprocher des champs disciplinaires que leurs préoccupations respectives tiennent parfois plus éloignés : l'histoire contemporaine et l'histoire du droit, la sociologie rurale, la sociologie politique et l'économie régionale. Les apports de ces travaux sont de trois ordres. Une meilleure connaissance de la signification du terme de « pays », dès lors qu'ont été pris en considération ses usages, les contextes historiques dans lesquels ces derniers sont apparus et les formes idéologiques, juridiques et institutionnelles auxquelles ils ont donné lieu. Une compréhension plus approfondie de l'actualité problématique de cette forme d'aménagement du territoire qui a été soumise aux outils d'analyse de l'économie régionale et de la sociologie politique appliquée à des logiques d'intervention publique en construction. Un état de l'extraordinaire variabilité des dynamismes locaux, et régionaux, autour de l'implantation des pays, ce dont témoigne l'examen approfondi des exemples de cas qui ont été présentés. Ces journées ont aussi été l'occasion d'une présentation cartographiée de

l'état d'avancement de la construction des pays de la région Bourgogne et d'une réflexion sur les ressorts de la cohérence territoriale de ces pays.

Annie Ruget
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

JOURNÉE D'ÉTUDE DU 21 JUIN 2001**L'IDENTITÉ A L'ÉPREUVE DES SCIENCES SOCIALES**

Le 21 juin 2001, l'Institut d'Histoire Contemporaine a organisé une journée d'étude pluridisciplinaire intitulée *L'identité à l'épreuve des sciences sociales*, à laquelle ont participé des historiens, des sociologues et des philosophes.

Cette journée marquait la fin du séminaire *Identités et sentiments d'appartenance* du DEA *Ordre et désordre dans les sociétés européennes de la protohistoire à l'époque contemporaine*.

L'objectif était de faire une synthèse du séminaire en confrontant lors de discussions, les méthodes et les approches de travail.

Le contenu des différents exposés et les communications ont été mis en ligne, sur le site Internet de l'IHC pour permettre à tous d'en prendre connaissance.

Serge Wolikow présenta la journée et le concept d'identité qu'il compara à une nébuleuse tant ses applications peuvent être nombreuses et diverses. En effet, son emploi est devenu si répandu qu'il désigne, selon les disciplines, des réalités différentes, individuelles ou collectives, psychiques ou sociales, juridiques ou démographiques.

Jean-Pierre Sylvestre, sociologue, présenta les paradoxes entre identité et socialisation.

Le même et l'autre, l'unicité et la pluralité, l'individu et le groupe, l'essence et l'apparence, la permanence et l'évolution, sont autant de termes contraires et pourtant applicables au concept identitaire. L'identité correspond à l'évolution de l'apparence, mais aussi à la permanence de la substance. De même, la socialisation se construit sur un double mouvement de construction identitaire (comme les autres) et d'individualisation. Singularité et mêmeté sont donc complémentaires et simultanées.

La carte d'identité en est une parfaite illustration : elle reconnaît l'appartenance de l'individu à un groupe, en l'occurrence une nation, et les caractères singuliers de l'individu à l'intérieur de cette communauté.

Dans son intervention, Nathalie Joly, sociologue, traita des identités professionnelles. Ce type d'identité, basé sur l'influence de l'organisation sur la structure mentale, est considéré comme une socialisation secondaire. Il

en existe quatre modèles : celui de fusion avec les relations de travail ; celui de la négociation ; celui de l'affinité ; celui du retrait (primauté du chef).

Les identités individuelle et collective sont liées par l'identité sociale. Les identités pour soi et pour autrui sont donc inséparables.

Enfin à l'intérieur même du concept d'identité professionnelle coexistent plusieurs catégories, l'identité d'entreprise, l'identité catégorielle, ouvrière et de réseaux.

Nicolas Rénahy, sociologue et ethnographe du mouvement ouvrier, est intervenu quant à lui sur les sentiments d'appartenance. Depuis la fin des années 1970, le concept de classe sociale a fait place à celui d'identité. Les références à Karl Marx, en notes de bas de pages, ont été remplacées par celles de Ricœur par exemple.

De plus l'échelle locale est devenue une nouvelle trame d'analyse, et avec elle, le sentiment d'appartenance, ici appartenance territoriale, est un concept qui s'est développé.

Le sentiment d'appartenance, qui nécessite une étude macro sociologique, comprend deux niveaux. Le premier, que Nicolas Rénahy appelle « classe pour soi », correspond à celui de la conscience et de la pratique. Le second, « classe en soi », est assimilable au classement statistique.

Le dernier intervenant de la journée fut Pierre Guénancia, philosophe, qui traita du problème de l'identité narrative. L'identité est une notion philosophiquement première. Elle appartient aux termes primitifs qui, comme disait Pascal, s'auto-définissent. Cette communication fut basée sur le concept d'identité narrative développé par Ricœur.

Ces différentes interventions ont permis de longues et riches discussions. S'il nous est impossible de retranscrire ici l'exhaustivité des débats, nous relèverons cependant les points les plus importants traitant des concepts et des approches méthodologiques :

1°-La logique d'identification nécessite un classement. Il faut alors déterminer, donc discriminer et finalement exclure.

-Certains estiment qu'aucune identité collective n'a de réalité. Mais si les acteurs sont persuadés du contraire, ils lui donnent une existence. Il faut donc étudier ce modèle, cette identité attribuée.

2°-Les historiens déconstruisent les modèles et en montrent les limites tandis que les sociologues les construisent.

-La différence entre les historiens et les sociologues réside dans le rapport à la temporalité. Le temps est le principal objet d'étude des historiens

alors qu'il n'est qu'un outil pour les sociologues.

-Cette différence est également due aux usages (études, savoir, formation) et aux raisons institutionnelles, mais les modèles identitaires étant des objets d'études pour les historiens, ils ne peuvent pas faire l'économie des méthodes sociologiques.

Ainsi, lors de cette journée d'études, les différentes approches disciplinaires ont permis de prolonger un travail engagé tout au long de l'année entre historiens et sociologues, dans le cadre du séminaire de DEA, et de confronter les différentes méthodes appliquées à un même concept, celui de l'identité.

Morgan Poggioli
UMR CNRS 5605
Université de Bourgogne

SÉMINAIRE**HISTOIRE DE LA VIGNE ET DU VIN**

L'IHC a programmé, au cours de l'année 2001, un cycle consacré à l'histoire de la vigne et du vin au cours duquel des sociologues, ethnologues, économistes et historiens sont intervenus.

Lors de la première journée, intitulée *Vigne, vin, luttes sociales et politiques*, il a paru intéressant de tenter une histoire comparée entre vignoble languedocien et vignoble bourguignon. Depuis la crise du phylloxéra, le marché viticole français a été réorganisé et la viticulture a dû faire face à une série de crises sans précédent qui ont ébranlé les fondements traditionnels de ce secteur. Les rapports entre acteurs du monde viti-vinicole et pouvoirs publics se sont alors modifiés et les affrontements se sont multipliés. Les deux régions, Languedoc-Roussillon et Bourgogne, opposées du point de vue des stratégies commerciales du fait de la qualité et de la renommée de leurs vins, ont abordé les diverses phases critiques de l'histoire viticole de manière différente. Les luttes sociales et politiques, engagées au cours du XX^e siècle, n'ont par conséquent ni pris les mêmes formes ni cherché les mêmes finalités. Mettre face à face deux mondes que tout semble en apparence opposer, si l'on excepte la culture de la vigne, permet ainsi d'entrevoir les multiples facettes des rapports conflictuels opposant sociétés vigneronnes et pouvoir politique.

Mercredi 7 février 2001

Vigne, vin, luttes sociales et politiques

Serge Wolikow – État des recherches

Olivier Jacquet – *Un procès pour fraude sur les appellations d'origine : exemple de luttes d'influence en Bourgogne dans les années 1930*

Thibaut Pécheux – *Nallet et le Tonnerrois*

Jean Sagne – *1904-1907 : la révolte vigneronne*

Jean-Philippe Martin – *Le syndicalisme viticole languedocien dans les années 1870*

Jean Vigreux – *Le Clos du Maréchal Pétain*

Au cours de la seconde journée, réunir diverses sciences sociales : économie, histoire, ethnographie, sociologie, autour d'un même objet, le vin, est parti du constat simple que tout objet social est à la fois économique, historique, ethnographique et sociologique. Le vin en tant que produit alimentaire s'échange sur des marchés diversement institutionnalisés dans le temps et l'espace, mais les acteurs sociaux s'emparent également du vin pour en faire un marqueur de distinction sociale ou un emblème identitaire d'un territoire.

Ainsi ce séminaire invitait à appréhender le marché du vin, à la fois comme un mécanisme économique et comme une institution sociale, dont la forme évolue notamment selon les diverses opérations de classement des vins, mais le terme de classement est aussi à comprendre comme lutte sociale pour s'appropriier les usages légitimes d'un produit culturel hiérarchisé, enfin la notion de représentation souligne la nécessaire prise en compte de la mise en scène du produit par des entrepreneurs économiques et culturels qui structurent les formes de l'appartenance sociale des individus.

Cependant, cette démarche pluridisciplinaire ne saurait se limiter à une simple juxtaposition des traditions disciplinaires. Chacune des réalités du vin n'est pas autonome au regard des autres, imposant au chercheur de mobiliser les outils et les démarches des autres disciplines pour mieux saisir son objet. Les diverses sciences sociales se doivent d'entreprendre un travail de traduction et de mise au service des autres disciplines.

Mercredi 11 avril 2001

*Le vin et son marché ;
classements et représentations*

La construction du marché du vin

Catherine Laporte – *L'organisation de la diversité de la production et son acceptation par le consommateur*

Marie-France Garcia – *L'économie viticole dans un contexte de mondialisation*

Alessandro Stanziani – *Fraudes et falsifications : l'évolution des conventions de qualité du vin, 1875-1914*

Mise en scène et représentations du vin

Gilles Laferté – *L'invention d'un folklore vineux commercial en Bourgogne dans l'entre-deux-guerres*

Jean-Luc Fernandez – *La genèse d'une culture œnophile : contribution à l'histoire des manières de boire (XIX^e-XX^e siècles)*

Jean-Marc Bourgeon et Gilles Laferté
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

COLLOQUE

UN SIÈCLE DE SOCIALISME EN SAÔNE-ET-LOIRE

Le colloque *Un siècle de socialisme en Saône-et-Loire* s'est tenu les 12 et 13 mai 2000 au Creusot (Centre universitaire Condorcet) et à Montceau-les-Mines (CAR), à l'initiative de l'UMR-CNRS 5605, Centre Georges Chevrier de l'université de Bourgogne, de l'IEP de Grenoble, avec la participation de l'IEP de Lyon et de l'OURS (Office Universitaire de Recherche socialiste).

Il a réuni au cours de chacune des journées environ quatre-vingt participants et a rassemblé autour des intervenants, des chercheurs, des enseignants, des élus, des militants et des participants soucieux de mieux connaître l'histoire de la vie politique du département de la Saône-et-Loire. Ce colloque a permis de faire le point sur les connaissances actuellement disponibles sur l'histoire du socialisme en Saône-et-Loire. Si les études sur les périodes fondatrices (les origines de la Fédération, la situation dans l'entre-deux-guerres), voire la IV^e République, sont déjà relativement nombreuses, la période plus contemporaine reste à explorer. Le colloque a été l'occasion, dans cette perspective, de nouer des contacts pour recueillir les témoignages des acteurs et pour accéder aux archives récentes des organisations elles-mêmes. Il a aussi été l'occasion d'inventorier des nouvelles pistes de recherche, notamment dans une perspective comparative dont l'intérêt a été souligné en conclusion par Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'université de Lille II.

Les débats, au cours du colloque, ont souligné, à plusieurs reprises, l'originalité de l'histoire d'une fédération départementale qui a fait vivre ensemble, sur une longue durée, un socialisme ouvrier et urbain, précocement implanté, et un socialisme rural inscrit dans une tradition républicaine. Au-delà du constat, cette originalité mériterait d'être réexaminée et réinterrogée dans des travaux plus approfondis (notamment autour des coopératives agricoles). De même, mériterait d'être réexaminé de plus près le socialisme urbain implanté en Saône-et-Loire au lendemain du Congrès d'Epinau et les formes de sa réception et de son organisation

dans un terreau militant resté en partie inactif dans les années de transition entre la SFIO et le PS.

Annie Ruget
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

LES COMMUNISMES DU XX^e SIÈCLE. RÉFLEXIONS À L'ISSUE D'UN COLLOQUE

Les travaux du colloque tenu les 28 et 29 septembre 2000 à l'université de Bourgogne ont donné lieu à plus d'une vingtaine d'interventions et suscité de riches discussions. La particularité de ce colloque en des temps où le communisme a fait l'objet de divers ouvrages était d'être structuré selon une approche essentiellement thématique et transversale. Même si elle n'ignorait pas la chronologie l'organisation du colloque avait pour but de provoquer une réflexion comparative nourrie par des études précises confrontées et mises en perspectives.

Pris d'un point de vue général la démarche de ce colloque s'inscrit dans le contexte d'un renouveau pour les études sur le communisme nourri par l'accès à des archives internes longtemps inaccessibles et par une connaissance plus poussée de la chronique organisationnelle du mouvement communiste. On peut regrouper les réflexions que ce colloque a provoquées selon les deux grands thèmes qui étaient à son programme.

Rappelons que dans la dernière décennie du siècle la manière d'envisager l'histoire du communisme a été fortement affectée par deux modifications majeures : l'écroulement de l'URSS et des États associés au système communiste en Europe, la possibilité d'accéder, au moins en partie, aux archives des organisations communistes nationales et internationales. L'historiographie, clivée par les combats idéologiques et politiques, dominée par la pénurie documentaire était restée majoritairement centrée sur le factuel et l'événementiel, laissant aux sciences politiques le champ de la réflexion théorique. Désormais le communisme apparaît comme un phénomène politique majeur de l'histoire du XX^e siècle. L'élargissement des sources documentaires, la diversification et la multiplication des recherches ont mis à l'ordre du jour un effort scientifique structuré autour de questions transversales envisagées sur une durée séculaire.

Guerre et communisme durant le XX^e siècle

Tout au long du siècle la guerre est présente comme matrice et comme horizon de l'histoire du communisme. La guerre est un creuset au sein duquel se noue la crise de la social-démocratie et se forge une critique d'où émerge le communisme, tel un idéal révolutionnaire renouvelé sur

un paysage de décombres. La guerre a constitué le banc d'essai du communisme qui s'organise à partir de la révolution russe. Elle a continué de fournir les références à un mouvement qui associait durablement guerre et révolution, non seulement pour rejouer le mythe fondateur, mais aussi parce que la guerre apparaissait à la fois comme un symptôme de la crise politique ou sociale, et comme un moyen de réaliser la révolution. Très tôt cependant la lutte contre la guerre ou pour la paix fut une composante de l'activité communiste en direction des plus larges masses. Pour autant la mobilisation antimilitariste ou la lutte pour la paix, conduite par les partis communistes, se confondirent rarement avec le pacifisme. La guerre révolutionnaire et populaire contre l'exploitation ou l'oppression fut à différentes époques un chemin exploré largement par le mouvement communiste, notamment contre le fascisme, même s'il se trouva parfois divisé sur l'opportunité d'un tel recours. Le rôle de la politique internationale du communisme d'État ne saurait être ignoré de ce point de vue. La culture politique du mouvement communiste fut infléchie par l'expérience de la Première Guerre mondiale puis enrichie par son implication dans une activité politique fréquemment illégale et militarisée. Pendant près de cinquante ans, des années 20 au début des années 70 la lutte armée resta une dimension de la lutte des classes avec cependant des variations très fortes selon les zones géographiques et les cultures politiques nationales. Dans le corps de doctrine marxiste-léniniste la vision du processus révolutionnaire resta essentiellement militaire en associant, par exemple, un combat politique pensé en termes de stratégie et de tactique, un militantisme conçu comme un engagement au service d'une cause, et une discipline de l'organisation considérée comme une valeur suprême. L'empreinte de la guerre sur l'évolution du communisme a revêtu des formes variées et entremêlées qui appellent des recherches dont les premiers résultats ont été évoqués lors du colloque.

Communisme, communistes et le défi de la modernisation

Issu du courant socialiste, le communisme, tel qu'il s'organise après 1917, voulait incarner la modernité même s'il n'avait triomphé politiquement que dans le pays le plus « arriéré » aux dires de ses leaders. Le changement social qu'impliquait la révolution prolétarienne ne se plaçait pas sur le même plan que la modernisation à l'œuvre dans les grands pays industriels capitalistes puisqu'il s'agissait d'abolir aussi bien l'exploitation du travail que les différences de classes. Pour autant, après l'épisode du

communisme de guerre et l'abandon des perspectives de la révolution mondiale, la modernisation allait rapidement s'imposer comme idéal substitutif au moins temporaire du socialisme dans un seul pays. Dès les années 30, la propagande soviétique insista sur « la merveilleuse transformation de l'Union Soviétique ». Cette référence au modèle soviétique fut longtemps synonyme de la modernisation. La mécanisation de l'agriculture, la construction de barrages et de villes nouvelles illustraient les bienfaits de cette nouvelle civilisation. La modernisation planifiée et figée dans le marxisme-léninisme servit de ciment au système politique et social. Après la Seconde Guerre mondiale elle devint également un message à usage externe qui participait au projet mondial du communisme. Ces progrès vantés des régimes communistes contribuèrent au fur et à mesure à alimenter une lutte idéologique entre deux mondes puis deux blocs : c'étaient des figures imposées de la rhétorique communiste. Face à la modernisation capitaliste, d'après la Seconde Guerre mondiale, le communisme tenta vainement de mener une modernisation différente et concurrentielle. Toutefois, il faut faire la part entre le communisme d'État, qui légitimait sa domination par la modernisation de l'économie et de la société dans des pays souvent peu ou moyennement développés, et le communisme de mobilisation dans les pays capitalistes, développés de longue date, où la modernisation était une dimension forte de la restructuration économique. La protestation sociale, contre les bouleversements sociaux qu'impliquaient les mutations de l'agriculture, de l'industrie ou de l'urbanisation, constituait le terreau d'une activité communiste où l'action revendicative et la lutte pour la défense des conditions de travail et d'existence de la main d'œuvre des salariés, ou des travailleurs indépendants, prit parfois l'allure d'une opposition à la modernisation. Si le modèle soviétique fut politiquement mobilisateur dans certains de ces pays, il n'avait pas d'efficacité concrète et symbolisait surtout la possibilité d'une alternative. Pour autant lorsque les communistes avaient conquis des positions de pouvoir dans le système politique ou économique, par exemple par le biais du syndicalisme, des municipalités, des représentations paritaires dans la fonction publique, ils étaient confrontés aux problèmes de la gestion et des politiques globales d'aménagement de la société. À son insu le mouvement communiste, politique et syndical, fut sans doute un acteur effectif de la modernisation en contribuant à l'inscription du monde ouvrier et d'une partie du monde paysan dans une dynamique de changement social dans laquelle ses valeurs et ses références marquèrent

certaines États-Providence, à travers des conflits et des compromis sociaux et politiques qui remplaçaient la régulation opérée ailleurs par la cogestion social-démocrate. Mais où qu'ils soient les partis communistes qui voulaient changer la société n'ont pas échappé aux effets de la modernisation sociale qui a souvent pris à contre-pied une culture politique fondée sur la défense et la promotion des couches populaires ! Ainsi la conception du militantisme, de la propagande ou de l'éducation, enracinée dans la tradition socialiste et revisitée par le bolchevisme et le marxisme léninisme stalinien a-t-elle été rattrapée par la massification de la scolarisation, les transformations du salariat, l'explosion des moyens de communication. La diffusion du modèle communiste de la politique dans les pays industriels, mais aussi dans les pays ruraux et coloniaux, a contribué à la politisation des masses populaires ou tout au moins à la possibilité pour certaines catégories d'accéder à un champ politique dont ils étaient exclus. De même le militantisme communiste a été un instrument de promotion sociale durant toute une période où la modernisation économique et sociale était bloquée, notamment jusqu'à la Seconde Guerre mondiale dans les pays de l'Europe du Sud. En revanche les bouleversements liés aux mutations du travail et de la société, à partir de la fin des années 60 dans tous les pays industriels développés, a affaibli cette fonction. Suscitant des aspirations démocratiques, des attentes consuméristes sans pouvoir, ni vouloir, les satisfaire les partis communistes virent se retourner contre eux une thématique qu'ils avaient contribué à légitimer: après avoir prédit le déclin historique du capitalisme accusé de ne plus pouvoir développer l'économie et les techniques. Ce furent les partis communistes qui apparurent, malgré leur tentatives modernisatrices, comme les tenants de l'immobilisme social.

L'ouvrage qui doit reprendre et présenter les travaux de ce colloque est en cours d'édition et paraîtra dans l'année 2002.

Serge Wolikow
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

COLLOQUE

LES SYNDICALISMES EN EUROPE - XIX^e & XX^e SIÈCLES

Le colloque international sur *Les syndicalismes en Europe* qui s'est tenu à l'université de Bourgogne du 18 au 20 décembre 2000, a réuni plus de deux cents personnes issues à la fois du monde de la recherche et de l'univers syndical.

Ont ainsi été représentés à cette rencontre la Fondazione Vera Nocentini, la Libera Università degli studi, l'INSMLI¹, the European university institute, l'université de Gênes et l'université de Teramo (Italie) ; l'université libre de Bruxelles, l'AMSAB, la Vruue Universiteit Brussel et l'université catholique de Louvain (Belgique) ; l'université libre de Berlin, l'université de Bayern et la Fondation Friedrich Ebert (Allemagne) ; la South bank university, Keele university, la London School of Economics (Grande-Bretagne) ; l'université de Nijmegen et l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam (Pays-Bas) ; l'université de Campinas (Brésil), le Centre George Meany rattaché à l'AFL-CIO (États-Unis) et the Institut of the world economy (Russie) ; ainsi que l'IRES, l'université de Nanterre, le CURAP, l'université de Budapest, l'Institut d'Études Politiques de Grenoble, le CNRS, l'université Paris I, le CEVIPOF et l'université de Cergy Pontoise.

La participation syndicale fut, elle aussi, diversifiée avec à la fois des organisations européennes comme la Confédération européenne des syndicats, la Fédération européenne des services publics ou les Marches européennes contre le chômage, et des organisations nationales comme la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique, les commissions ouvrières d'Espagne, LO de Suède ou encore Solidarnosc de Pologne².

Cette rencontre a donc constitué un moment privilégié pour des échanges interdisciplinaires. Juristes, historiens, économistes et sociologues se sont ainsi penchés sur l'évolution des syndicats en Europe depuis la fin du XIX^e siècle. La publication des actes du colloque dans le courant de l'année 2001 aux éditions Syllepse viendra rendre compte de la richesse des contributions.

Ce fut aussi l'occasion de confronter les expériences militantes et les

1. Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia.

2. Cette liste n'est pas exhaustive.

analyses scientifiques, ce qui a d'ailleurs parfois donné lieu à quelques échanges mouvementés. Ainsi la position critique de Corinne Gobin sur le fonctionnement de la Confédération européenne des syndicats a pu provoquer le mécontentement de Joël Decaillon, responsable des questions européennes pour la CGT et déclencher des débats qui sont loin d'être clos.

Enfin, ce colloque a permis de faire le point sur l'état des recherches en cours en Europe. Comme l'a signalé Geert Van Goethem de l'AMSAB, l'histoire sociale a vu son champ s'élargir considérablement depuis les années 70 si bien que l'internationalisme, thème qui jusqu'ici restait très marginal, est l'objet, depuis quelques années, d'un renouvellement. Les échanges universitaires, la constitution d'équipes de recherche internationales, comme ce fut le cas par exemple pour la préparation du livre sur l'histoire de la Confédération internationale des syndicats libres¹, ont accéléré ce processus.

Le 13 décembre 2000, dans le cadre de la préparation du colloque, l'IHC organisait une journée d'étude sur l'épistémologie du syndicalisme. Pour poursuivre ce travail, il convient à présent d'élargir la réflexion sur les paradigmes en vigueur dans les sciences sociales dans les autres pays européens, voire extra-européens.

Si ce colloque fut l'aboutissement d'un travail mené conjointement par l'Institut d'histoire contemporaine et l'Institut CGT d'histoire sociale depuis 1997, il constitue aussi un point de départ pour continuer à approfondir la méthode comparative.

Tania Régin
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

1. A. CAREW, M. DREYFUS, G. VAN GOETHEM, R. GUMBRELL-McCORMICK, M. VAN DER LINDEN, *The International Confederation of Free Trade Unions*, Bern, 2000.

COLLOQUE PLURIDISCIPLINAIRE – 13-14 DÉCEMBRE 2001

LE TEMPS DES SCIENCES HUMAINES,
GASTON ROUPNEL ET LES ANNÉES TRENTE*Programmation scientifique*

La période de l'entre-deux-guerres marque une étape importante, mais particulièrement complexe dans la structuration du champ intellectuel, tout particulièrement dans un domaine en cours de constitution : celui des sciences humaines. L'histoire telle que la pratique alors la revue des *Annales*, la géographie humaine héritière de Vidal de la Blache, l'ethnographie de la France qui cherche ses marques offrent par la proximité de leurs objets d'étude, mais aussi par la confrontation à laquelle cette proximité donne lieu, un terrain sur lequel éprouver cette complexité, repérer les stratégies de démarcation et apprécier les apports respectifs.

Ce domaine de recherche en cours de constitution porte aussi très fortement la marque de son temps dans une attention nouvelle accordée au poids des déterminations sociales, au rapport à l'histoire et à la contemporanéité, à la recherche de nouvelles formes épistémologiques.

Dans ce dispositif, les positions respectives de ceux qui ont été les représentants consacrés de ces nouveaux domaines de recherche : Marc Bloch pour l'histoire rurale, Albert Demangeon pour la géographie humaine, André Varagnac pour l'ethnographie – pour ne prendre que quelques exemples –, sont aujourd'hui relativement connues ainsi que les débats, les compétitions et les ruptures qui ont présidé à leur engendrement. La scène est ici nationale et scientifique.

Ces tâtonnements autour de sciences humaines naissantes se sont aussi faits à une autre échelle, plus provinciale, moins scientifiquement revendiquée et moins distanciée par rapport à des contextes sociaux et politiques proches. La personnalité et l'itinéraire de Gaston Roupnel illustre un tel cheminement, à travers une œuvre multiforme qui lui a valu une réputation « d'amateur un peu fantaisiste » selon l'expression de Lucien Febvre. Universitaire auteur de travaux historiques (*La ville et la campagne au XVII^e siècle*, *Histoire de la campagne française*), de romans bourguignons (*Nono*, *vigneron de la Côte* et *Le vieux Garain*), et d'essais métaphysiques ou historiographiques (*Siloë* et *Histoire et Destin*), Gaston Roupnel est aussi journaliste pour la *Dépêche de Toulouse* et vigneron de

la Côte bourguignonne. Il fréquente la société provinciale de son temps, rencontre dans sa Bourgogne natale, à travers ses activités multiples, les interrogations de ses contemporains. Il participe aux débats savants, ou moins savants, comme celui autour des campagnes et de la ruralité, exprime aussi les inquiétudes sociales qui sont celles d'un contexte de crise, et participe à leur expression dans ses réflexions sur le sens de l'histoire, les modes de rapport au temps et à la connaissance.

Des travaux récents sur les années trente, comme ceux de Shanny Perr, ont montré comment ont circulé de manière complexe, autour du régionalisme, du folklore et des images de la France rurale, tout à la fois des représentations savantes et des produits du sens commun qui répondaient aux inquiétudes du temps. Ils permettent aujourd'hui de retravailler les images de Gaston Roupnel régionaliste bourguignon et ethnographe des traditions provinciales. Ils sont aussi l'occasion de reprendre, selon une autre perspective, l'examen de l'héritage de Gaston Roupnel alors que se sont effacés après la Seconde Guerre mondiale les aspects qui pouvaient paraître les plus marqués par la conjoncture des années trente. L'exemple de l'histoire rurale en fournit le prétexte à travers la prise en compte des rééditions auxquelles ont donné lieu *La ville et la campagne au XVII^e siècle* et *l'Histoire des campagnes françaises*, dans des conjonctures historiques et historiographiques qui n'étaient plus celles du temps de leur écriture.

L'intérêt, aujourd'hui, d'une relecture scientifique de l'itinéraire et l'œuvre de Gaston Roupnel – travail déjà ouvert par les recherches d'un jeune chercheur américain – est d'essayer d'approfondir les modalités de circulation de ces représentations mixtes qui participent à la fois de l'entreprise savante et des productions du sens commun, d'inventorier les lieux où elles s'engendrent, et de tenter d'appréhender l'importance qu'elles ont pu avoir dans les adhésions individuelles à des choix idéologiques parfois opposés.

Au carrefour de ces trois registres : productions savantes, esprit du temps et héritage, les travaux du colloque se sont développés autour de trois thématiques : histoire rurale et ruralisme ; ethnologie et traditions ; temps et histoire.

Chacune de ces thématiques s'est organisée autour de la prise en compte de productions historiques, ethnographiques ou philosophiques de Gaston Roupnel. Leur analyse, leur confrontation avec d'autres productions proches, l'examen de leurs conditions de production a permis d'élucider les

mécanismes de glissement et de circulation entre les différents registres et mesurer l'importance de leurs effets.

Ce colloque a été organisé à l'initiative de l'UMR-CNRS 5605 – Centre Georges Chevrier et du Centre Gaston Bachelard. Il s'adresse aux spécialistes d'histoire rurale et d'histoire culturelle, aux ethnologues et aux sociologues de la ruralité, aux philosophes des imaginaires du temps et de l'espace.

Annie Bleton-Ruget
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

DERNIÈRES PARUTIONS



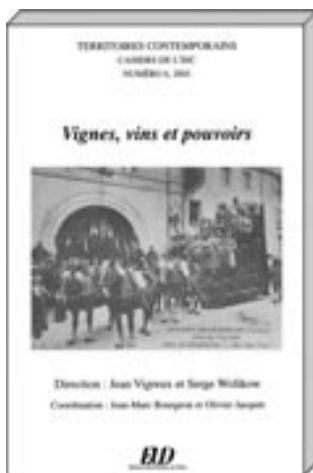
Le verbe et l'exemple réunit six études inédites, une introduction méthodologique et une bibliographie générale sur les agents et les techniques de propagande pendant un siècle et demi.

L'ouvrage porte notamment sur les continuités entre les méthodes de persuasion religieuses et politiques, sur les parentés et l'efficacité, réelle ou supposée, des messages diffusés. Il aborde aussi les imbrications entre la parole et l'écrit, à une époque où l'imprimé a besoin de la médiation de locuteurs pour être assimilé par des populations en partie analphabètes ou faiblement scolarisées.

Peu à peu se dessinent les contours d'un monde encore mal connu, celui des acteurs quotidiens de la politisation de masse, de ces hommes, souvent obscurs mais tenaces, sans qui la démocratie n'aurait jamais été qu'un vain mot. De la sorte, la notion de propagande est mise en relation avec les structures plus profondes des sociétés et des mentalités du long dix-neuvième siècle.

2000, Éditions universitaires de Dijon – 155 pages, 14x21 cm.

ISSN : 1274-1744 – ISBN : 2-905965-42-8, Prix : 12,20 euros.



Vignes, vins et pouvoirs rassemble huit contributions d'horizons différents (sociologie, histoire, science politique), une mise au point sur les sources bourguignonnes et un état des travaux sur la question.

L'ouvrage porte sur l'époque contemporaine, en particulier le vingtième siècle : c'est alors que s'enracinent les structures actuelles de production (appellations, structuration des marchés, etc.) tandis qu'évoluent les usages et les représentations de la vigne et du vin.

Cette histoire n'est pas simplement économique et sociale, mais aussi politique et culturelle. Elle rend compte des imbrications qui existent entre les différents acteurs, du producteur à l'homme politique. Le vin n'est pas seulement l'affaire des viticulteurs : il est le produit d'une mise en scène autant que d'une mise en bouteille.

2001, Éditions universitaires de Dijon – 160 pages, 14x21 cm.

ISSN : 1274-1744 – ISBN : 2-905965-53-3, Prix : 12,20 euros.



Cet ouvrage constitue les actes d'un colloque organisé par le Comité d'histoire du ministère de la Culture en novembre 1999 avec le soutien de la Fondation nationale des sciences politiques (CHEVS), la Fondation Maison des sciences de l'homme et l'Institut d'histoire contemporaine, UMR-CNRS 5605 – Centre Georges Chevrier.

À travers ces pages qui reprennent les interventions des représentants de l'État, des acteurs locaux et des historiens, on voit se rejoindre la patiente déconcentration du ministère de la Culture et l'impatiente montée de la décentralisation. Elles affectent peu à peu toutes les disciplines de l'art et de la culture. L'inscription progressive des diverses politiques culturelles de secteur dans des territoires qui s'identifient peu à peu – pays, communautés d'agglomération, syndicats de communes et districts, réseaux de villes, départements, régions – appelle certes un esprit de partenariat, suggère des formules juridiques nouvelles, et suppose une expérimentation en vraie grandeur avant que ne s'engage une nouvelle étape de la décentralisation culturelle.

La première partie de ce volume est consacrée à l'histoire de la déconcentration administrative ; la seconde partie rend compte de la formalisation progressive par les collectivités locales de politiques culturelles propres ; les troisième et quatrième parties sont consacrées aux différents secteurs d'intervention.

2000, La Documentation française – 332 pages, 16 x 24 cm.

ISBN : 2-11-004680-5, Prix : 20 euros.



Les textes réunis dans ce volume constituent les actes d'une journée d'études organisée en mai 1999 par l'Institut d'histoire contemporaine en partenariat avec l'Association pour la documentation, l'information et les archives des mouvements sociaux. En s'interrogeant sur l'itinéraire militant de Lucien Hérard, il s'agissait moins de faire resurgir, sous une forme hagiographique colorée par le contexte commémoratif, la figure d'un militant oublié que de mieux comprendre les raisons de cet oubli. Alors que la société dijonnaise commémorait le centenaire de la naissance du notable culturel, il était sans doute opportun de ressaisir la complexité du personnage et son engagement à l'échelle d'une vie. Plusieurs chercheurs de l'IHC avaient croisé, dans le cadre de travaux de natures diverses, le militantisme de Lucien Hérard. Deux témoins – Maurice Voutey et Jean-François Bazin –, soucieux de la distance historique sans pour autant exclure un réel investissement affectif, acceptèrent de confronter leur témoignage à la reconstruction des historiens. L'ensemble permet de mieux comprendre les ressorts de l'engagement, et du désengagement. Dans l'entre-deux-guerres, Lucien Hérard traverse – et souvent en première ligne – les vicissitudes de l'histoire du mouvement ouvrier français, sous ses formes politiques et syndicales.

Les années 20 sont pour Lucien Hérard, membre de la « génération du feu », celles de l'adhésion puis de la rupture avec le mouvement communiste. L'évolution du régime soviétique constitue un arrière plan essentiel

dans la construction de son identité de militant. Les textes de Claude Cuenot et de Jean Vigreux montrent combien l'exclusion et le départ du parti sont la résultante d'un jeu complexe où se mêlent rancœurs personnelles, divergences politiques et stratégie du parti communiste. Son passage dans la famille socialiste à partir de 1934 ouvre une nouvelle page de sa vie militante après l'éphémère expérience de la Fédération communiste indépendante de l'Est. La référence au modèle communiste est chez lui constante et alimente un débat virulent où sa plume excelle. Lucien Hérard ferraille contre ses détracteurs par l'intermédiaire de la tribune que constitue *Le Socialiste Côte-d'Orien*. Sa critique du stalinisme, analysée par Christian Beuvain, contribue à rendre difficile à l'échelle locale les relations entre la SFIO et le PCF. Au sein de la SFIO, Lucien Hérard s'impose localement, puis à l'échelle nationale, comme un dirigeant de la Gauche révolutionnaire. Thierry Hohl et Philippe Gumplowicz s'interrogent sur la figure du militant au sein de cette tendance révolutionnaire de la SFIO qui récusé le réformisme incarné par Léon Blum. Après le congrès de Royan de 1938, les militants de la Gauche révolutionnaire quittent la SFIO pour fonder le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan. Lucien Hérard sera, avec Marceau Pivert, secrétaire national de la nouvelle formation. Son « dégagement » de la politique n'est alors plus qu'une question de mois.

La fin des années 30 enregistre en effet l'échec de l'ambition militante qui habite Lucien Hérard depuis le lendemain de la Grande guerre. La montée des totalitarismes, la Guerre d'Espagne, la guerre européenne qui apparaît bientôt comme inévitable sans oublier le pacte germano-soviétique conduisent le militant révolutionnaire vers un pessimisme radical. La lassitude gagne le militant professionnel. Le découragement conduit au désenchantement et, bientôt, au retrait pur et simple de l'engagement politique. « J'ai passé mon équateur intellectuel au printemps 1940. L'exode, d'optimiste que j'étais sur la nature des hommes m'a rendu pessimiste » confiera Lucien Hérard à Maurice Voutey. En réalité, l'année 1939 est centrale dans ce processus. Lucien Hérard démissionne de son poste de secrétaire du parti en mars 1939 et se désolidarise en avril 1940 des positions pacifistes du PSOP lors du procès de Cherbourg. Lucien Hérard refusera ensuite de prendre part à une résistance fortement structurée par les communistes. Il reste que cette absence le discrédite sur la scène politique locale qui se reconstruit au lendemain de la Libération.

Cette sortie du politique n'est pourtant pas la clôture de son engagement. Sa reconversion passe par la médiation culturelle, au sein de l'Éducation nationale, évoquée par Maurice Voutey, même si sa formation lui interdit une carrière universitaire sans doute désirée. Lucien Hérard met alors sa plume au service de l'érudition locale, puis dans une défense de tous les instants d'une identité bourguignonne en construction. Vincent Chambarlhac souligne combien le régionalisme affiché par Lucien Hérard traduit l'impossibilité du militantisme politique après 1939. Le polémiste politique de l'entre-deux-guerres excelle désormais dans l'art de la chronique régionale. Jean-François Bazin montre combien le journalisme fut pour Lucien Hérard une continuité qui transcende ses ruptures politiques. Son entrée au sein de l'étroit cénacle de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon – jusqu'à en occuper la présidence au début des années 70 – peut se lire comme un brevet de notabilité culturelle. Une certaine revanche sociale sans doute aussi. C'est bien cette figure-là que la société culturelle locale, et les réseaux qui la structurent, souhaitent conserver et faire passer à la postérité : les modalités de la commémoration de l'automne 1998 le démontrent.

La longévité du personnage lui offre la possibilité de vivre l'écroulement du bloc soviétique. Le retour sur son passé, étudié par Jean Vigreux, montre un homme qui au soir de sa vie n'a pas renié ses engagements de jeunesse. La plaie reste ouverte : « Quitter le Parti, c'est être défroqué, presque ! Vous n'avez pas idée de ce que c'était ! Le divorce, ce n'est rien, c'était presque un exil, je ne dirai pas un décès, une sorte de mort quand même, à quelque chose... » confie-t-il devant les caméras de Mosco en 1991.

2000, *Les cahiers d'Adiamos*, n° 2, 126 p., 9,15 euros.

Adiamos – 19, rue Maxime Guillot - 21300 Chenôve

Philippe Poirrier
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

I

H

EN LIAISON
AVEC

C

DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES :
ORDRE ET DÉSORDRE DANS LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES
DE LA PROTOHISTOIRE A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

SEMINAIRES 2000-2001

IDENTITÉS ET SENTIMENTS D'APPARTENANCE

coordonné par le professeur Serge Wolikow

25 octobre 2000 : *Sentiment d'appartenance, identités et classifications : penser les stratifications sociales* – Benoît Caritey (MC Dijon)

8 novembre 2000 : *Petite et grande patrie : les appartenances territoriales dans la France de la III^e République* – Annie Ruget (MC Dijon)

22 novembre 2000 : *Relations entre identités professionnelles et culturelles dans le milieu agricole* – Jean-Pierre Sylvestre (PR Dijon)

6 décembre 2000 : *Les risques de l'identité d'entreprise* – Françoise Fortunet (PR Dijon)

18-19 décembre 2000 : *Syndicalisme et syndicalistes en Europe ou la conjugaison des identités* – Richard Hyman *et al.*

17 janvier 2001 : *De la subordination imposée à la socialisation de la main-d'œuvre : la construction d'une appartenance au moyen des règlements d'atelier* – Géraldine Bloy (MC Dijon)

31 janvier 2001 : *L'intellectuel, une identité militante au bord du mouvement ouvrier* – Vincent Chambarlhac (Dijon)

14 février 2001 : *Les médiateurs culturels : une catégorie d'hommes doubles* – Philippe Poirrier (MC Dijon)

7 mars 2001 : *Qu'est-ce que faire partie de l'avant-garde ?* – Valérie Dupont (MC Dijon)

21 mars 2001 : *Les paysans et la politique* – Jean Vigreux (MC Dijon)

4 avril 2001 : *D'utopie en utopistes dans la France du XIX^e siècle* – Thomas Bouchet (MC Dijon)

2 mai 2001 : *Les ouvriers du Doubs : entre identité sociale et conscience de classe* – Claude Cuenot (Doctorant Dijon)

23 mai 2001 : *Journée pluridisciplinaire sur les identités* – Serge Wolikow (PR Dijon)

SEMINAIRES 2001-2002***HISTOIRE ET MÉMOIRE***

coordonné par le professeur Serge Wolikow

Ces conférences ont lieu à la faculté des lettres, salle 225, de 16 h. à 18 h.

24 octobre 2001 : *Mémoire soviétique et histoire russe* – C. Ingerflom (CNRS Oxford)

7 novembre 2001 : *L'Histoire de l'Algérie : de Tocqueville au massacre du 17 octobre 1961* – O. Le Cour-Grandmaison (MCF Evry)

21 novembre 2001 : *L'art autour de Vienne* – T. Gryglewicz (Pr Cracovie)

5 décembre 2001 : *La mémoire dans la conjoncture historique* – P. Garcia (MCF Paris 10)

13 et 14 décembre 2001 : Colloque : *Le temps des sciences humaines : Gaston Roupnel et les années trente*

19 décembre 2001 : *Amnistie et mémoire sous la III^e République* – S. Gacon (Dijon)

16 janvier 2002 : *Mémoire et histoire du coup d'état de 1851* – T. Bouchet (MCF Dijon)

30 janvier 2002 : *Histoire et mémoire de Vichy* – H. Rousso – (CNRS - IHTP)

20 février 2002 : *Mémoire et histoire de la guerre d'Espagne* – R. Skoutelski (Docteur en histoire - Université de Paris I)

6 mars 2002 : *Mémoire des dictatures et histoire allemande* – E. François (Pr Berlin)

20 mars 2002 : *L'histoire italienne et la mémoire de l'immigration* – C. Douki. (MCF ENS Lyon)

17 avril 2002 : séance à déterminer – A. Turowski (Pr histoire de l'art Dijon)

2 mai 2002 : Journée d'études : *Acteurs, témoins, historiens*. Trois acteurs de l'histoire sociale évoquent leurs combats (coordination F. Ronsin)

15 mai 2002 : *Pour que la mort n'en sache rien : les restes, les traces, les reliques...* – V. Dupont (MC histoire de l'art contemporain, Dijon)

CONFÉRENCES DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

CYCLE PATRIMOINE

8 novembre 2001 - D. Poulot : *L'invention du patrimoine : essai de périodisation*

25 janvier 2002 - Journée coordonnée par P. Poirrier : *L'invention du patrimoine en Bourgogne*

14 mars 2002 - C. Mordant : *De l'archéologie de programme à l'archéologie de sauvetage. Du patrimoine valorisant à un patrimoine contraignant*

28 mars 2002 - Table ronde - *Patrimoine industriel* - L. Bergeron : *Patrimoine mondial et patrimoine industriel* ; C. Cartier : *Les politiques publiques du patrimoine* ; H. Zuber : *Entreprises et patrimoine industriel* ; D. Woronoff : *Histoire de l'industrie et patrimoine industriel*

2 mai 2002 : *Protection internationale du patrimoine culturel*

20 juin 2002 : J. Rosen, R. Martineau, S. Méry : *Céramique et société*

CYCLE VIGNES ET VINS

15 janvier 2002 : *Héritage vineux exhumé et inventé* – P. Beck : *Cartographie du patrimoine viticole technique* ; G. Laferté : *L'invention de la tradition des fêtes vineuses en Bourgogne*.

19 février 2002: *Les AOC : patrimoines économique et administratif de la Bourgogne* – E. Vincent : « *AOC et patrimoine* ». *Le rôle de l'INAO dans la conservation d'un héritage* ; C. Laporte : *Les AOC et les facteurs de plus-value des vins*.

19 mars 2002 : *Les modèles du goût : la structuration et l'expression d'un patrimoine sensoriel* – J. Rigaux : *Le terroir et le gourmet, le goût des terroirs de Gevrey-Chambertin* ; J.-L. Fernandez : *Développement des usages œnophiles de la dégustation et redéfinition de la notion d'amateur de vin au XX^e siècle*.

16 avril 2002 : *Le négoce bourguignon entre tradition, commerce et valorisation du passé* – S. Wolikow : *Trois siècles de commerce des vins* ; J.-M. Bourgeon : *Bouchard. Le négoce créateur de tradition familiales* ; M. Ropiteau : *La vision du patrimoine viti-vinicole par le commerce d'aujourd'hui*.

7 mai 2002 : *Les luttes syndicales et la mise en place des AOC* – O. Jacquet : *Les syndicats viti-vinicoles dans la mise en place des AOC. Les professionnels structurent une idée du terroir.*

Journée internationale du mardi 4 décembre 2001 – *La dimension internationale des itinéraires militants du Komintern au Kominform*, Université Paris I, Panthéon Sorbonne - Centre Malher, 9 rue Malher (métro Saint-Paul), en collaboration avec l'université libre de Bruxelles (Centre d'histoire et de sociologie des gauches), l'université de Bourgogne (IHC UMR CNRS 5605, Centre Georges Chevrier. *Ordre et désordre dans l'histoire des sociétés*) et le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle CNRS/Paris (séminaire « Territoires et militants communistes »; programme « Prosopographie des militants » ; équipe du Maitron).

GROUPE DE TRAVAIL**HISTOIRE DES POLITIQUES DU PATRIMOINE**

Ce groupe de travail est placé sous la tutelle du Comité d'histoire du ministère de la Culture avec le soutien du Centre culturel des sociétés contemporaines (Université de Versailles-Saint-Quentin) et de l'IHC.

Thème de l'année 2000-2001 :***Les politiques du patrimoine en France depuis 1940***

Coordination : Augustin Girard (Président du Comité d'Histoire du Ministère de la Culture) ; Christian Pattyn (Vice-président du Comité d'Histoire du Ministère de la Culture) ; Philippe Poirrier (Institut d'histoire contemporaine, UMR 5605, Université de Bourgogne) ; Loïc Vadelorge (Centre d'Histoire Culturelle des Sociétés contemporaines, JE 378, Université de Versailles-Saint-Quentin)

Présentation

Poursuivant le travail mené en 1999-2000 sur les politiques locales du patrimoine, le groupe de travail s'est attaché à l'étude, encore en friche, du dernier demi-siècle. La mutation, souvent brutale, des paysages ruraux et urbains depuis la Seconde Guerre mondiale a engendré, après maintes péripéties la redécouverte d'un patrimoine, dont les limites ne cesseront de s'étendre de la fin des Trente Glorieuses (vers 1975) au début des années 90. Cette évolution récente, qui mobilise depuis deux décennies d'assez nombreux acteurs de la vie culturelle (scientifiques, techniciens, administratifs et politiques), s'inscrit dans une histoire complexe.

Histoire juridique de moyenne durée tout d'abord, s'étendant de la loi de 1913 à nos jours, en passant par les lois du régime de Vichy (question de l'archéologie et des abords), le moment Malraux (Inventaire, secteurs sauvegardés), l'époque de la prise en compte dans les années 70 (politique de redistribution des crédits sous Duhamel, création de la Direction du Patrimoine, Année du Patrimoine) et enfin celle de la prise en charge depuis 1980.

Histoire politique ensuite, qui marque la deuxième moitié du XX^e siècle

du double sceau de la fin du cycle des guerres et des conséquences culturelles de la décolonisation. Au même moment en effet, s'effacent les dépenses patrimoniales liées aux dommages des deux guerres mondiales, tandis que les ethnologues et les archéologues français se redéplient avec vigueur sur les territoires métropolitains.

Histoire économique enfin, qui redessine les paysages ruraux dans une mutation extraordinaire, sous le signe de la Politique agricole commune et d'une nouvelle décentralisation industrielle. L'émergence d'une pulsion patrimoniale, révélée en 1980, relève à la fois d'un craquement social et d'un désir de prise en charge de sa mémoire par la société française.

Le groupe de travail s'est attaché à resituer et restituer la densité de cette histoire, en confrontant les analyses de chercheurs, venus de disciplines complémentaires (histoire de l'architecture, sociologie, histoire, etc.) et les monographies de terrain, avec leurs apparents paradoxes (amnésie patrimoniale de la Reconstruction, explosion patrimoniale de la décentralisation) et leur richesse intellectuelle.

Notre définition du Patrimoine a été, comme l'an passé, centrée sur l'acception administrative (monuments et sites) mais a débordé, pour les périodes les plus récentes notamment, sur des disciplines moins classiques.

Les réunions se sont déroulées à la Maison des sciences de l'homme de Paris, sous la forme de quatre journées d'études ouvertes aux enseignants, aux chercheurs, jeunes ou confirmés, mais aussi aux professionnels et aux administrateurs du patrimoine. Les matinées ont été fondées sur une intervention longue, (45 minutes) qui a été demandée à un spécialiste reconnu de l'histoire du patrimoine et des politiques culturelles qui lui sont associées. Ces interventions ont précisé l'état de la recherche, les attendus méthodologiques et les programmes en cours ou souhaitables. Elles ont été suivies d'un débat associant acteurs et chercheurs sur le principe déjà éprouvé les années précédentes.

Les après-midi ont proposé des approches monographiques (études d'institutions, présentations régionales ou municipales, éclairages thématiques), suivies chaque fois d'un débat.

Calendrier des journées du groupe de travail – 2000-2002

Mardi 28 novembre 2000 : Vichy : Continuité ou refondation ?

Matinée : Christian Faure (Docteur en histoire) – *Vichy et le folklore*

Après-midi : Elisabeth Campbell (Doctorante, Université de New York) – *L'État iconoclaste ? La destruction des statues de bronze 1941-1944*

Stéphanie Corcy-Debray (docteur en histoire) – *Jérôme Carcopino et le Patrimoine*

Mardi 30 janvier 2001 : La Reconstruction : une amnésie patrimoniale ?

Matinée : Danièle Voldman (Directrice de recherches à l'Institut d'Histoire du Temps Présent) – *La patrimonialisation de la Reconstruction*

Après-Midi : Patrice Pusateri (Architecte des Bâtiments de France) – *La Reconstruction de Rouen à l'épreuve du temps*

Patrice Gourbin (Doctorant, Université de Paris I-Sorbonne) – *Détruire, Améliorer, Reconstruire : les choix du Service des Monuments historiques après les destructions de la Seconde Guerre mondiale, exemples normands*

Mardi 6 mars 2001 : Le moment Malraux

Matinée : Gérard Monnier (Professeur d'histoire de l'art, Université de Paris I) – *La protection des édifices de Le Corbusier : pratiques administratives et réceptions locales*

Après-midi : Xavier Laurent (École nationale des Chartes) – *La loi Malraux sur les secteurs sauvegardés*

Isabelle Balsamo (École nationale du Patrimoine) – *La création de l'Inventaire général et ses enjeux*

Mardi 15 mai 2001 : Les politiques patrimoniales du temps présent (1970-2000)

Matinée : Yvon Lamy (Professeur de Sociologie, Université de Limoges) – *Esquisse d'une sociologie du patrimoine culturel public*

Après-midi : Philippe Poirrier (Maître de Conférences, Université de Bourgogne) – *Patrimoine versus Tout culturel*

Loïc Vadelorge (Maître de Conférences, Université de Versailles-Saint-Quentin) – *La patrimonialisation de l'art urbain : l'exemple d'une ville nouvelle : Saint-Quentin-en-Yvelines*

Thème de l'année 2001-2002 :
Politiques du patrimoine

Jeu­di 17 jan­vier 2002 : *Les politiques du patrimoine dans l'entre-deux-guerres*

Françoise Bercé (Inspecteur général du patrimoine) – *L'œuvre de Paul Léon.*

Marie-Claude Genet-Delacroix (Professeur d'histoire de l'art contemporain, Université de Reims) – *Politiques artistiques et politiques du patrimoine 1913-1940.*

Yann Harlaut (Doctorant en histoire, Université de Reims) – *Réparations de la cathédrale de Reims (1919-1938) : enjeux et ingérences.*

Mardi 5 mars 2002 : *Les politiques de l'archéologie XIX^e-XX^e siècle*

Alain Schnapp (Professeur d'archéologie, Université de Paris I-Sorbonne) – *L'impossible politique de l'archéologie en France 1975-2000.*

Evelyne Gran-Eymerich (Docteur en histoire, chercheur au CNRS) – *Les politiques françaises de l'archéologie sous la Troisième République.*

Philippe Soulier (Conservateur territorial en chef, département du Val-d'Oise) – *L'organisation de l'archéologie en France, 1939-1984.*

Monique Dondin-Peyre (Directrice de recherche au CNRS) – *L'archéologie en Algérie à partir de 1830 : l'émergence d'une conscience patrimoniale ?*

Jeu­di 2 mai 2002 : *Les politiques de l'ethnologie, de la Métropole à la France (1)*

Florence Weber (Professeur à l'ENS) – *L'ethnologie et l'Etat en France, des années 30 aux années 50.*

Daniel Fabre (Directeur d'études à l'EHESS) – *La politique de l'ethnologie du ministère de la culture depuis les années 70.*

Michel Rautenberg (Professeur d'ethnologie à l'université de Lille I) – *Rôle d'un conseiller à l'ethnologie en région.*

Mardi 4 juin 2002 : *Les politiques de l'ethnologie, de la Métropole à la France (2)*

Table ronde avec Isac Chiva (Directeur d'études à l'EHESS)

Françoise Dubost (directeur de recherches au CNRS) – *La patrimonialisation des jardins.*

Annie Ruget (maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne) – *L'Ecomusée de la Bresse bourguignonne et les variations sur le patrimoine local.*

Contact :

Séances du 17 janvier et 5 mars 2002 : loic.vadelorge@chcec.uvsq.fr

Séances du 2 mai et 4 juin 2002 : ppoirrie@club-internet.fr

Secrétariat général scientifique : Geneviève Gentil, Comité d'Histoire du ministère de la Culture, 2, rue J. Lantier, 75001 Paris. Tél : 01 40 15 79 16

Philippe Poirrier
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

**TRAVAUX, PARTICIPATIONS DIVERSES
DES CHERCHEURS DE L'IHC
ANNÉE 1999**

1—Publications :

Ouvrages

BLETON-RUGET Annie et WOLIKOW Serge [dir.], *Voter et élire à l'époque contemporaine. Territoires contemporains, Cahiers de l'IHC*, n° 4, Dijon, EUD, 1999, 203 p.

BOUCHET Thomas [coord.], *Fouriérisme, révolution, république. Autour de 1848, Cahiers Charles Fourier*, 1999, n° 10, 149 p.

POIRRIER Philippe, *Bibliographie de l'histoire des politiques culturelles. France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Documentation française-Comité d'histoire du ministère de la Culture, 1999, 221 p.

UBBIALI Georges et CARDON Philippe, *Évaluation des diplômés du secteur bois-bâtiment*, Irades-Cereq-Université de Franche-Comté, ministère de l'Éducation, octobre 1999, 92 p.

WOLIKOW Serge, avant-propos, *Conservation et ouverture aux chercheurs des archives des camps de concentration et du génocide : étude particulière du SIR d'Aroslen*, Actes du symposium international, Conseil de l'Europe, FNDIRP, 1999.

WOLIKOW Serge [dir.], *Les syndicalismes en Europe (Espagne et Italie)*, Paris-Dijon, Institut CGT d'Histoire sociale-IHC, 1999, 208 p.

Articles et contributions

BERLIÈRE Jean-Marc, « Les forces de l'ordre », in J.-P. RIOUX et J.-F. SIRINELLI [dir.], *La France d'un siècle à l'autre, Dictionnaire critique*, Hachette, 1999, p. 564-572.

BERLIÈRE Jean-Marc, La cour du 19 août 1944 : essai sur la mémoire policière, *Crime, Histoire et société/Crime History and Society*, n° 1, vol 3, 1999, n° 3-1, p. 105-127.

BLETON-RUGET Annie, « 1848 et l'introduction du suffrage universel : enjeux politiques et techniques électorales », in A. BLETON-RUGET et S. WOLIKOW [dir.], *Voter et élire à l'époque contemporaine. Territoires contemporains, Cahiers de l'IHC*, n° 4, Dijon, EUD, 1999, p. 139-148.

BLETON-RUGET Annie, « Comportements et espaces électoraux : l'exemple du département de la Saône-et-Loire (1906-1956) », in A. BLETON-RUGET et S. WOLIKOW [dir.], *Voter et élire à l'époque contemporaine. Territoires contemporains, Cahiers de l'IHC*, n° 4, Dijon, EUD, 1999, p. 157-203.

BOUCHET Thomas, La barricade, in S. CAUCANAS et R. CAZALS [dir.], *Armand Barbès et les hommes de 1848*, Carcassonne, Les Audois, 1999, p. 169-180.

BOUCHET Thomas, in D. COUTY et J.-F. SIRINELLI [dir.], *Dictionnaire de l'histoire de France*, Paris, Armand Colin, 1999, 2 t., élaboration de la liste des articles sur le XIX^e siècle et rédaction des notices : Albert, Arago, Avril 1834 (journées d'), barricades, Barrot, Boulogne (affaire de), Carrel, Enfantin, Fieschi (attentat de), Garnier-Pagès, Gavroche, Guizot, Juillet 1830, Juillet (colonne de), juin 1832 (insurrection des 5 et 6), Lamarque, Louis-Philippe I^{er}, mai 1839 (journées des 12 et 13), Mazas, Molé, ordonnances de 1830, Orléans (Ferdinand-Henry-Joseph, duc d'), passages couverts, Pelletier, Perier, Pritchard (affaire), Rambuteau, Raspail, Rémusat, retour des cendres, Seguin, Serre (loi de), Vésuviennes, Vidocq.

CARITEY Benoît, Le sport : un objet digne d'histoire ?, *Territoires contemporains, bulletin de l'IHC*, 1999, n° 7, p. 81-92.

CARREZ Maurice, Edgar Faure et la Franche-Comté (1946-1988) : histoire et bilan d'une implantation méthodique, in J. SAGNES, *Edgar Faure, homme politique et homme d'État (1908-1988)*, Béziers/Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 1999, p. 19-60.

CARREZ Maurice, in D. COUTY et J.-F. SIRINELLI [dir.], *Dictionnaire de l'histoire de France*, Paris, Armand Colin, 1999, 2 t. Notices : Anarchisme, Antiparlementarisme, Blanqui, Brousse et Communisme.

GACON Stéphane, in D. COUTY et J.-F. SIRINELLI [dir.], *Dictionnaire de l'histoire de France*, Paris, Armand Colin, 1999, 2 t. Notices : Alger (bataille d'), amnistie, bagné, Blanc (Louis), camps de détention et de concentration, Charonne (manifestation du métro), Decazeville (grève de), Déroulède, Draveil et Villeneuve-Saint-Georges (troubles de), droits de l'homme (ligue des), Exode, FLN, Gambetta, Henriot (Philippe), Kabylie (insurrection de), Malgré-nous (les), Pelletan (Camille), porteurs de valise, Salan (Raoul), scélérates (lois), Tixier-Vignancour (Jean-Louis), Varlin (Eugène).

POIRRIER Philippe, L'histoire des politiques culturelles, *Bulletin d'information de l'Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche*, automne 1999, n° 19, p. 21-24.

POIRRIER Philippe, Les territoires des Affaires culturelles. Le développement du partenariat entre l'État et les villes, 1959-1999, *Revue historique*, 1999, n° 612, p. 859-880.

POIRRIER Philippe, La politique culturelle de la ville de Dijon de 1919 à 1995, *Les Annales de Bourgogne*, 1999, n° 1-2, p. 225-240.

RANC Emmanuel, La municipalité Barabant : acquis et limites d'un essai de socialisme municipal, *Les Annales de Bourgogne*, 1999, t. 71.

UBBIALI Georges, La reconversion des professionnels du syndicalisme, *Travail et emploi*, 1999, n° 80, p. 141-157.

UBBIALI Georges, Rebellion de papier. Le mouvement des chômeurs en livres, *Drôle d'époque*, 1999, n° 5, p. 205-212.

VIGREUX Jean, « Le PCF et la Révolution d'Octobre 1917, l'exemple de 1967 » in B. DREWSKI [dir.], *Octobre 1917. Causes, impact prolongements*, Paris, PUF, 1999, p. 404-411.

VIGREUX Jean, « Le syndicalisme britannique des origines à nos jours » in S. WOLIKOW [dir.], *Les syndicalismes en Europe. (Grande-Bretagne, Allemagne)*, Paris-Dijon, Institut CGT d'Histoire sociale-IHC, 1998, p. 15-28.

VIGREUX Jean, Recherches sur la civilisation urbaine à l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Bourgogne, *Annales de Bourgogne*, 1999, n° 1-2, p. 69-84.

WOLIKOW Serge *et al.*, Les archives du Komintern à Moscou, *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, janvier-mars 1999, n° 61, p. 126-133.

WOLIKOW Serge, Octobre 1917 et la gauche en France ; Impact, réception et effets de l'événement dans le mouvement communiste international in B. DREWSKI [dir.], *Octobre 1917, Causes, impact, prolongements*, Paris, PUF, 1999, p. 338-345.

WOLIKOW Serge, Les images de la steppe comme réalité socioculturelle dans l'opinion publique au XX^e siècle. in M. PERROT et D. PITAVY [dir.], *L'homme et la steppe*, Dijon, Centre Gaston Bachelard, 1999.

Multimédia

GACON Stéphane et VIGREUX, Jean, 1944, *Résistance et libération du Morvan*, cédérom multimédia sur la Résistance en Morvan, musée de la Résistance de Saint-Brisson-Dijon, La Passerelle-EUD-ARORM, 1999.

GACON Stéphane, *L'Assemblée nationale*, cédérom multimédia, Paris, CNDP-La Documentation française-Montparnasse Multimédia, 1999.

2—Colloques et séminaires

BERLIÈRE Jean-Marc, « Les pouvoirs de police : attributs du pouvoir municipal ou de l'État ? », Colloque international *Jaurès et l'État*, Castres, 1999.

Berlière Jean-Marc, « Investigating a Myth : Les Brigades du Tigre, pattern of a republican police ? », Journée d'études internationales *The french detective in fact and in fiction*, University of Birmingham, janvier 1999.

BERLIÈRE Jean-Marc, « Les archives policières », Direction des Archives de France : *le problème des archives contemporaines*, CAC Fontainebleau, juin 1999.

BLETON-RUGET Annie, « La paysannerie en débat. Autour du décret du 3 octobre 1848 », Colloque *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945*, ENESAD-Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Dijon, 19-21 janvier 1999.

BLETON-RUGET Annie, « Une construction républicaine du territoire : Lucien Guillemaut et la Bresse louchannaise (1878-1912) », Journée d'études *Les acteurs locaux dans la construction des territoires*, ENS-Géophile, ENS Fontenay/Saint-Cloud, 20 mai 1999 (publié dans le bulletin de l'UMR Géographie-Cités de l'ENS Fontenay/Saint-Cloud, 1999.)

BLETON-RUGET Annie, « Gambetta et la République des paysans (1871-1879) », Colloque de l'Association des ruralistes français *Agrariens et agrarismes, hier et aujourd'hui, en France et en Europe*, Lyon, 27-29 octobre 1999.

BLETON-RUGET Annie, « Le canton rural à l'époque révolutionnaire : l'expérimentation du territoire », IV^e Journée d'études historiques de l'université d'Orléans, *L'administration territoriale sous la Révolution française*, Bourges, 4 décembre 1999.

BOUCHET Thomas et FOURN François, « Matrices et traditions ? Deux "socialismes utopiques" au XIX^e siècle », Séminaire *Histoire du communisme*, Université de Dijon, 27 janvier 1999.

BOUCHET Thomas, « L'Écriture de l'insurrection dans La Comédie humaine », Colloque *Balzac dans l'histoire*, (GIRB, Paris VII), Tours, les 6 et 7 octobre 1999.

BOUCHET Thomas, « Tout savoir ? », Journée d'étude *Les sources écrites de la biographie politique. Le cas du XIX^e siècle*, Université Paris I, le 13 novembre 1999.

CARITEY Benoît, « L'engagement associatif sportif », séminaire de DEA *Ordre et désordre dans les sociétés européennes*, Université de Bourgogne, avril 1999.

CARREZ Maurice, « Les écoles centrales du Parti social-démocrate finlandais avant 1914 ou la gestion permanente des contradictions », Les écoles des partis ouvriers au XX^e siècle en Europe, Séminaire *Convaincre et former : propagande et diffusion des savoirs en milieu populaire aux XIX^e et XX^e siècles*, Dijon, UMR-CNRS 5605, centre Georges Chevrier, 12 mai 1999.

POGGIOLI Morgan, « De la CGTU au parti : le cas de la Saône-et-Loire », Journée d'études *Syndicat, syndicalistes et politique*, IHC, UMR-CNRS 5605, Université de Bourgogne, 24 novembre 1999

POGGIOLI Morgan, « Bibliographie et sources archivistiques relatives à l'histoire de la fédération des PTT », Journée d'études *L'histoire du syndicalisme PTT, sources, méthodes, la durée du travail comme objet d'histoire*, IHC, UMR-CNRS 5605, IHS-CGT, université de Bourgogne, 17 décembre 1999.

POIRRIER Philippe, « L'histoire de la politique culturelle en France », séminaire *La recherche dans le champ de la culture*, dirigé par Pierre Moulinier, DESS Consultant culturel, Université de Paris-X Nanterre, 20 janvier 1999.

POIRRIER Philippe, « Histoire contemporaine de la France : bilan historiographique », séminaire *des enseignants russes de français à l'Université de Bourgogne*, 29 janvier 1999.

POIRRIER Philippe, « La politique culturelle des villes françaises depuis les années cinquante », *Monuments, ville, politique et société au XX^e siècle*, Fondation Deutsch de la Meurthe, 3 novembre 1999.

POIRRIER Philippe, « L'histoire des politiques culturelles », séminaire *Histoire culturelle de la France au XX^e siècle* de l'Institut d'études politiques de Paris, dirigé par J.-P. Rioux et J.-F. Sirinelli, 22 novembre 1999.

POIRRIER Philippe, « L'État et les villes », Colloque *Affaires culturelles et territoires*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture, 25 novembre 1999.

POIRRIER Philippe, « Le filtre de l'hommage : quand le médiateur culturel efface le militant », Journée d'études *Lucien Hérard, du syndicaliste enseignant au médiateur culturel*, IHC-Adiamos, Dijon, Université de Bourgogne, 19 mai 1999.

RON SIN Francis, organisation et coordination de la session inaugurale du séminaire international de recherche *Socialisme et sexualité*, Gand, avril 1999.

RON SIN Francis, « Les néo-malthusiens français et la stérilisation », *Gender and class in the 20th century – International colloquium – Ghent*, avril 27-30 1999.

UBBIALI Georges, « Les archives orales », Journée d'études *L'histoire du syndicalisme PTT, sources, méthodes, la durée du travail comme objet d'histoire*, IHC, UMR-CNRS 5605, IHS-CGT, université de Bourgogne, 17 décembre 1999.

UBBIALI Georges, « Les rapports entre syndicalisme et politique », Journée d'études *Syndicat, syndicalistes et politique*, IHC, UMR-CNRS 5605, Université de Bourgogne, 24 novembre 1999.

UBBIALI Georges, « Femmes de militants et dirigeants syndicaux. Propositions pour une (des) recherche(s) », Colloque *Femmes et syndicalismes*, IHS-CGT, 2-3 décembre 1999.

UBBIALI Georges, « Qu'est ce qu'un professionnel du syndicalisme ? », Colloque *L'évolution du monde syndical*, Université Paris X-Nanterre, 20-21 juin 1999.

UBBIALI Georges, « La reconversion des militants syndicaux », Séminaire de DEA *Les chemins de la critique sociale et politique : les engagements*, IHC, UMR-CNRS 5605, Université de Bourgogne, mars 1999.

UBBIALI Georges, « Méthodologie de la construction de l'objet syndical », Journée d'études doctorales interdisciplinaires *Les mondes des militants syndicaux*, 19-20 novembre 1999, INA (Paris), Avec le soutien de l'AILSF (CR sociologie du travail) et AIS (CR sociologie des organisations).

VIGREUX Jean, « Histoire et mémoire : deux visions complémentaires de la Résistance ? », Colloque *Jean Moulin*, Sens, juin 1999.

VIGREUX Jean, « L'école léniniste internationale », Séminaire *Convaincre et former : propagande et diffusion des savoirs en milieu populaire aux XIX^e et XX^e siècles*, Dijon, IHC, UMR-CNRS 5605, centre Georges Chevrier, 12 mai 1999.

VIGREUX Jean, « Lucien Hérard, un "ex" parmi d'autres », Journée d'étu-

des Lucien Hérard, du syndicaliste enseignant au médiateur culturel, IHC-Adiamos, Dijon, Université de Bourgogne, 19 mai 1999.

VIGREUX Jean, « Questions à Maurice Agulhon », Séminaire de DEA *Ordre et désordre dans les sociétés européennes*, Université de Bourgogne, 20 octobre 1999.

VIGREUX Jean, « L'Allemagne 1914-1939 : de la République de Weimar au III^e Reich », Conférence tenue à Kaisersberg le 18 octobre 1999 dans le cadre d'un séminaire organisé par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation.

VIGREUX Jean, « La mémoire de la déportation », conférence lors d'une soirée sur *Mémoire et histoire de la déportation et des déportés*, ADIAMOS, Amphithéâtre Drouot, Université de Bourgogne, 19 novembre 1999.

WOLIKOW Serge, « L'histoire comparée du syndicalisme européen : les cas de l'Espagne et de l'Italie », Colloque de l'IHS-CGT, IHC, UMR-CNRS 5605, 12-13 février 1999.

WOLIKOW Serge, « Le processus décisionnel dans l'IC. », Séminaire de recherche, Paris I, Paris XIII. Centre d'histoire du XX^e siècle, CNRS, 10 avril 1999.

WOLIKOW Serge, « Jean Moulin et la résistance, les problématiques de l'unification de la résistance », Sens, 29 mai 1999.

WOLIKOW Serge, « Histoire du politique et citoyenneté. La citoyenneté dans l'histoire contemporaine », Comité français des sciences historiques, Colloque franco-russe, Paris, 11-12 octobre 1999.

ACTIVITÉS D'ADIAMOS

Au cours de cette année universitaire, ADIAMOS a recentré son activité sur le classement de ces fonds documentaires ; grâce à différentes conventions, un effort particulier a été fait sur la presse. Dorénavant l'association possède plusieurs collections importantes de journaux comme *L'Humanité* (1945-2000), *Témoignage chrétien*, *Tribune socialiste*, *Information ouvrière*, *Rouge*, *Le Monde*, etc. L'inventaire des fonds d'archives se poursuit comme celui de l'UR-CFDT. Tous ces efforts sont aussi soutenus par la ville de Chenôve qui a agrandi le local de stockage des archives. ADIAMOS valorise ces fonds par l'accueil des chercheurs, mais aussi de tout citoyen féru d'histoire. Ainsi, ADIAMOS a participé à plusieurs activités sur le 80^e anniversaire du Congrès de Tours (exposition, conférences, cédérom). Dans ce cadre de la médiatisation des recherches, l'association a édité son Cahier n° 2 consacré à Lucien Hérard. Il s'agit de la publication d'une journée d'études de l'IHC-UMR-CNRS 5605.

D'autre part, les antennes locales d'ADIAMOS prennent corps. Au printemps 2000, ADIAMOS 52 a organisé un colloque sur *L'engagement progressiste en France (1870-1970)*. ADIAMOS 89 propose pour 2001, un colloque à Auxerre sur *Le coup d'état de 1851 où comment meurt une République*. L'antenne de Saône-et-Loire a organisé une journée d'étude sur *Communistes de Saône-et-Loire : 80 ans d'engagement. Pour une histoire politique et sociale du communisme*. Enfin, la création d'ADIAMOS 58 est annoncée pour l'année 2001.

L'association accueille toujours des étudiants stagiaires en documentation et les chercheurs sur le mouvement ouvrier, en coopération avec l'IHC.

Jean Vigreux
Université de Bourgogne
IHC – UMR-CNRS 5605

Renseignements pratiques :

ADIAMOS – 19, rue Maxime Guillot à Chenôve, Tel : 03 80 51 93 73

La bibliothèque est ouverte le lundi et le vendredi après-midi ou sur rendez-vous. Pour bénéficier des services de la bibliothèque il faut s'inscrire sur place et s'acquitter d'un montant de 5 euros. pour obtenir une carte de lecteur. Les étudiants en cycle de recherche doivent adhérer à ADIAMOS pour bénéficier des fonds documentaires. L'utilisation de ces

archives ne pourra se faire qu'après un avis favorable du (ou des) donateur(s), du Conseil scientifique d'ADIAMOS (présidé par Serge Wolikow) et par les instances dirigeantes de l'association. Toute la documentation qui concerne les individus est soumise aux réglementations appliquées dans les centres publics d'archives à propos de la vie privée.

